

## Dissolution: Macron joue avec le feu

Jamais, au cours des neuf précédentes élections européennes à la proportionnelle, la liste majorité présidentielle n'a été dominée à ce point. Jamais son score n'a été aussi faible, si l'on excepte la contreperformance de Michel Rocard, en 1994 (mais François Mitterrand, parfaitement machiavélique, avait organisé en sous-main la candidature de Bernard Tapie pour l'affaiblir).

Et jamais l'écart derrière une liste d'opposition n'a été aussi important.

La réalité arithmétique est implacable, et elle traduit une réalité politique: où que l'on regarde, ce ne sont que mauvaises nouvelles pour le chef de l'Etat. La liste Bardella (RN) fait plus du double (!) de la liste macroniste conduite par Valérie Hayer. Elle-même ne dépasse que d'un cheveu la liste socialiste

(Place publique-PS) emmenée avec efficacité par Raphaël Glucksmann, ce qui signifie que la gauche dite de gouvernement, qu'Emmanuel Macron pensait avoir terrassée, se réveille. A droite, les extrêmes totalisent près de 40% des voix, empêchant Les Républicains de faire un bon score, malgré la belle campagne de leur tête de liste, François-Xavier Bellamy. A ce stade, cette droite

républicaine semble incapable de revenir au pouvoir. Tout comme la gauche prise dans son ensemble, qui reste à un niveau historiquement bas, aux alentours de 30%: ce que les socialistes gagnent, les agitateurs palestiniophiles de La France insoumise et les Khmers verts écologiques le perdent.

Tout cela fait chaque jour davantage les affaires du Rassemblement national,

qui se retrouve seul véritable adversaire politique de la macronie. Sa performance place le parti de Marine Le Pen face à l'histoire, et face à l'avenir.

L'histoire, c'est celle d'une ascension permanente, scrutin après scrutin: 6,3% aux européennes il y a quinze ans, près de 25% à deux reprises ensuite et

Nicolas Beytout  
●●● Page 2

Répondre à un choc par un choc. Le chef de l'Etat tente de reprendre la main après la déroute de son camp aux européennes avec l'instrument politique le plus dangereux: la dissolution de l'Assemblée

# Le RN triomphe, Macron dissout

### All in

Le Rassemblement national enregistre 33% des voix lors des élections européennes, soit plus du double du score de la liste Renaissance emmenée par Valérie Hayer. **Tirant les enseignements du scrutin, le président de la République a annoncé à 21 heures, lors d'une allocution officielle, la dissolution de l'Assemblée nationale.** Le premier tour des élections législatives se déroulera le 30 juin prochain et le second tour le 7 juillet.

François-Xavier Bourmaud, Corinne Lhaïk et Matthieu Deprieck

COUP DE TONNERRE pour coup de tonnerre. Pour répondre à la percée historique de l'extrême droite aux élections européennes, le président de la République a annoncé dimanche soir la dissolution de l'Assemblée nationale. Dans une allocution surprise prononcée en direct à 21 heures depuis l'Élysée, Emmanuel Macron a tiré les enseignements du scrutin.

« La montée des nationalistes, des

démagogues est un danger pour notre nation », a-t-il expliqué alors que le RN était crédité de près de 33% dans les premières estimations, soit plus du double de la liste de la majorité. « A cette situation s'ajoute une fièvre qui s'est emparée du débat parlementaire, notre débat public, a souligné le chef de l'Etat. J'ai décidé de vous redonner le choix. Je dissous donc ce soir l'Assemblée nationale. » Le premier tour



des élections législatives se déroulera le 30 juin et le second tour le 7 juillet prochains.

**Poids lourds.** Avant son intervention télévisée, Emmanuel Macron avait réuni, à 19 heures 15, les poids lourds du gouvernement et de la majorité dans son bureau: Gabriel Attal,

Bruno Le Maire, Gérald Darmanin, Rachida Dati, Yaël Braun-Pivet, Hervé Marseille... Acquiescement général et peu de débats. Dans la foulée, le chef de l'Etat a appelé le président du Sénat Gérard Larcher pour l'informer à son tour.

Sur les plateaux de télévision, son annonce a pris de court l'ensemble de

la classe politique qui commentait les résultats. Les uns pour se réjouir (le RN et le PS), les autres pour justifier leur défaite (LR et les Verts). Grande perdante de la soirée, Valérie Hayer restait silencieuse, dans l'attente de l'intervention du président de la République. Cela faisait déjà un moment

●●● Pages 2 à 5

### Attractivité de la France: l'effet Brexit ne suffit plus

Une nouvelle loi va soutenir la compétitivité du secteur financier dans l'Hexagone **Page 6**

### Assurance-chômage: le retour de l'intersyndicale

Les chefs de file syndicaux se voient ce lundi pour décider des actions à mener **Page 6**

### Joe Biden veut capitaliser sur le D-Day



SIPA PRESS

Lors de la célébration des 80 ans du Débarquement en Normandie ce week-end, le président américain a défendu sa vision du monde et de la démocratie. Il espère que les Américains s'en souviendront lorsqu'ils voteront pour l'élection présidentielle en novembre prochain. **Page 7**

**nim** MANAGEMENT DE TRANSITION DEPUIS 2001  
Groupe Menway

Un manager de transition en 48 heures pour prendre en main une situation délicate.

nimeurope.com  
01 46 24 85 71  
Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée



# Le RN triomphe, Macron dissout

|| | **Suite de la page 1**

que les équipes de Renaissance, du gouvernement et du chef de l'Etat avaient acté sa déroute.

Une semaine avant le scrutin, la majorité avait déjà plié armes et bagages, jouant match perdu et préparant la suite. « Il y aura évidemment des enseignements politiques à tirer. Notre responsabilité est de réfléchir à l'après. On travaille sur différentes possibilités. Le Premier ministre va proposer des initiatives politiques au Président », racontait-on dans l'entourage de Gabriel Attal. Remaniement technique, départ du Premier ministre, coalition, création d'un grand parti de la majorité... toutes les pistes étaient évoquées.

« La leçon à tirer de ce scrutin ne passe pas par une coalition, un remaniement, un grand parti ou que sais-je encore, s'agaçait un poids lourd du gouvernement. La tambouille politicienne est une perte de temps. Il faut clarifier notre ligne politique, accélérer sur les réformes et obtenir des résultats. Cette colère qui s'exprime, il faut l'entendre. Et la réponse

**La décision spectaculaire du président de la République s'inscrit dans la geste d'Emmanuel Macron. « Il y a quelque chose de l'audace, du dépassement, de la prise de risque, toujours au cœur de notre ADN politique, expliquait-on dimanche soir à l'Elysée**

n'est pas politicienne, elle est politique ». Si l'hypothèse de la dissolution de l'Assemblée nationale était parfois évoquée, pas grand monde n'y accordait crédit. Trop risqué au regard des rapports de force politique dans le



SIPA PRESS

**Emmanuel Macron** lors de son allocution télévisée, dimanche soir.

pays avec la perspective de voir le RN obtenir la majorité absolue dans l'hémicycle, et donc Matignon.

**Audace.** La décision spectaculaire du président de la République s'inscrit dans la geste d'Emmanuel Macron. « Il y a quelque chose de l'audace, du dépassement, de la prise de risque, toujours au cœur de notre ADN politique, expliquait-on dimanche soir à l'Elysée. Cela correspond tout à fait au macronisme : aller vers les gens comme on l'a fait avec la grande marche. Quand le peuple s'exprime, on en tient compte ». Même si Emmanuel Macron avait assuré il y a un mois dans La Tribune dimanche qu'il ne tirerait aucune leçon nationale d'un scrutin européen.

Ce qui ne l'avait pas empêché malgré tout de se pencher sur l'hypothèse de la dissolution, et depuis longtemps. En novembre 2022, Stéphane Séjourné, à la tête du parti Renaissance, avait déjà préparé une éventuelle dissolution. Ses équipes avaient listé les circons-

criptions dans lesquelles l'écart entre le candidat macroniste et son dauphin était inférieur à mille voix. Elles s'étaient renseignées dans ces circonscriptions sur la capacité du représentant de la majorité présidentielle à repartir au combat électoral.

L'idée de cette opération baptisée en interne « London Bridge », du nom du protocole prévu en cas de mort de la reine d'Angleterre, était de permettre à Emmanuel Macron, le jour voulu, de décider s'il le souhaitait de mener la campagne législative la plus courte possible. Dans cet esprit, un rétroplanning avait été établi. Depuis, Renaissance n'avait pas mis à jour l'opération imaginée il y a un an et demi. La campagne éclair, la macronie y est désormais. Dimanche soir, Stéphane Séjourné a assuré que Renaissance ne présenterait pas de candidat de la majorité dans les circonscriptions tenues par un candidat de l'arc républicain. Mardi à 18 heures, un bureau exécutif du parti présidentiel est convoqué pour investir les candidats.

En décidant de convoquer les électeurs dès le 30 juin, Emmanuel Macron veut plonger ses adversaires dans le brouillard. Les partis de gauche doivent dès ce soir se coordonner pour reconduire, s'ils y parviennent, la Nupes alors qu'ils sortent d'une campagne européenne au cours de laquelle ils se sont échangé des coups. « On n'est pas là pour regarder les trains passer, prévenait-on dimanche dans l'entourage d'Emmanuel Macron. On y va pour gagner. Notre volonté est d'aller chercher une majorité ».

En difficulté après le résultat des élections européennes, Emmanuel Macron se défend de toute arrière-pensée. « En ce moment de vérité démocratique, et alors même que je suis le seul responsable politique à n'avoir aucune échéance personnelle en 2027, la France a besoin d'une majorité claire pour agir dans la sérénité et la concorde », a-t-il expliqué dans son allocution avant de donner le coup d'envoi d'une nouvelle campagne, législative celle-là : « C'est maintenant ».

@fxbourmaud ✕  
@clhaik ✕  
@mdeprieck ✕

## Le choc du score du Rassemblement national était trop fort pour laisser le Président sans réponse

LE CHOC ÉTAIT TROP VIOLENT pour le banaliser, l'enjamber, comme aime le faire Emmanuel Macron. Le chef de l'Etat a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale et donc la tenue de législatives anticipées.

Jamais l'extrême droite n'avait atteint de telles hauteurs. Elle frôle les 40% de suffrages exprimés et par la même, le score de Marine Le Pen au second tour de la dernière élection présidentielle. La liste menée par Jordan Bardella recueille plus du double des voix qui se sont portées sur la majorité présidentielle. Au soir d'un scrutin européen calamiteux, la macronie n'a aucune raison d'amoindrir la défaite.

Les Français se sont plus mobilisés qu'attendu (52,5% de participation estimée à 21h30 par l'Ifop). Ils ont choisi de confirmer la progression du Front national, puis du Rassemblement national.

La formation lepéniste est dans une position de domination totale. Le dernier sondage Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès, *Le Monde*, le Cevipof et l'Institut Montaigne plaçait, il y a moins d'une semaine, le RN en tête de toutes les catégories d'âge, professionnelles et de toutes les régions françaises. « Ce serait un événement politique majeur », anticipait le secrétaire général de la Fondation Jean-Jaurès, Gilles Finchelstein.

La même étude Ipsos est un coup de bâton supplémentaire sur la tête de la majorité présidentielle. Les électeurs de Jordan Bardella ont voté en conscience. Les Français, dont les sympathisants de Marine Le Pen, classent bel

et bien Jordan Bardella à l'extrême droite de l'échiquier politique.

Comme attendu, Jordan Bardella a demandé la tenue d'élections législatives anticipées peu après 20 heures, dimanche. « Emmanuel Macron est rétréci dans ses moyens d'action au Parlement européen » après avoir été placé en majorité relative à l'Assemblée nationale, a déclaré le vainqueur des européennes.

Trois jours avant le vote, un député européen Les Républicains ne se faisait aucune illusion sur l'ampleur de la victoire du Rassemblement national. Lui a vu dans sa campagne ses électeurs de droite basculer au RN. « La droite bourgeoise va voter Bardella », disait-il.

Au même moment, un stratège macroniste se prenait à rêver d'un scénario qui aurait permis à son camp de sauver l'honneur : un score proche des 20% couplé à plusieurs listes sous les 5% (Reconquête !, Les Ecologistes, voire Les Républicains) et ainsi un nombre de sièges dans le futur Parlement européen proche des 23 obtenus en 2019. C'est raté, et dans les grandes largeurs. Le groupe Renew perd neuf sièges. Et la France va envoyer le plus gros contingent d'extrême droite à Bruxelles : 35 députés européens.

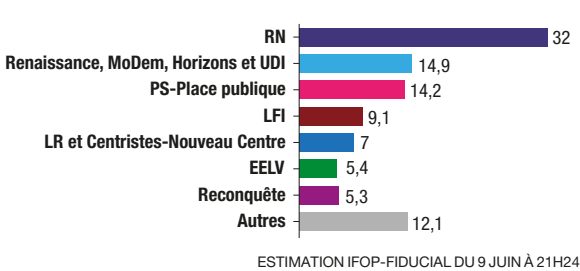
**L'Europe sanctionnée.** Les électeurs ont voulu exprimer un vote sanction : selon Ipsos, 38% des personnes interrogées s'apprêtaient à voter pour manifester leur opposition au Président et à son gouvernement ; 12% pour montrer leur soutien (on n'est pas très loin du score de Valérie Hayer). Et 50%, ni l'un ni l'autre. « Le vote sanction progresse de six points par rapport à 2019 », souligne Brice Teinturier, directeur général délégué Ipsos.

Globalement, les pouvoirs en place sont sanctionnés par ce scrutin et Emmanuel Macron peut se consoler de ne l'avoir été que durant son second mandat et pas le premier : en 2019, il arrive second avec moins d'un point d'écart avec le RN. Autre petite satisfaction : il évite le record de François Hollande qui, avec 14% des voix, a obtenu le plus bas score d'un parti au pouvoir.

La sanction est d'autant plus évidente que 53% des Français disaient, avant le scrutin, se déterminer sur des questions nationales et 47% sur des questions européennes.

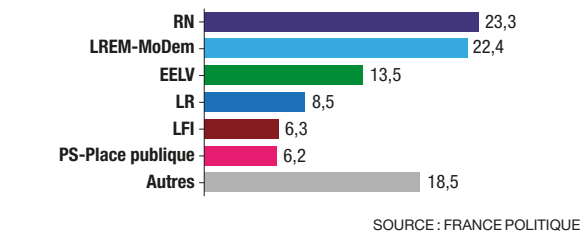
### Estimations 2024

En % des suffrages exprimés



### Rappel des résultats 2019

En % des suffrages exprimés



A cette aune-là, le chef de l'Etat a perdu son avantage relatif. Car la question nationale qui s'est imposée est l'immigration. Nathalie Loiseau, candidate de la majorité il y a cinq ans, était la plus crédible sur le thème « place de la France dans l'Europe et le monde ». Ce thème a disparu des priorités et la majorité n'a plus de crédibilité forte sur un enjeu majeur. L'immigration est aussi la première priorité que les Français assignent à l'Union européenne. Et pour traiter ces sujets, ils sont 46% à faire confiance au RN et 14% à Renaissance. Emmanuel Macron n'est pas le seul à encaisser une sanction. L'ensemble des partis clairement proeuropéens recule. Renaissance, Place publique et EELV totalisent 34,5% contre 43% en 2019. Un miroir de l'attitude des Français par rapport à l'Europe : 78% y sont favorables, mais 57% pas de la manière dont elle fonctionne aujourd'hui, selon un sondage Ipsos.

Voilà une fierté supplémentaire d'Emmanuel Macron qui s'envole ce dimanche soir. Le candidat dont les meetings étaient pavés de drapeaux européens a perdu beaucoup ce 9 juin 2024.

M.D. et C.Lh.

|| | **Suite de l'éditorial**

plus de 30% désormais. Aucune liste n'avait jusque-là franchi le seuil des 30% de voix, à l'exception notable de Simone Veil, il y a quarante ans, qui avait emmené derrière elle la totalité de la droite et du centre, et qui avait atteint 43% des voix. Soit peu ou prou le total des voix d'extrême droite aujourd'hui. Fascinante concordance des chiffres, comme si la droite avait été purement et simplement remplacée par le RN.

Face à l'avenir, Jordan Bardella a fait franchir à son parti une marche dans son accession au pouvoir en France. Pourtant, la question qui se pose aujourd'hui n'est pas tant de savoir ce que le RN va pouvoir faire de cette victoire, mais plutôt de se demander ce qu'Emmanuel Macron devait faire de cette défaite ?

Jusqu'ici le chef de l'Etat n'a jamais réagi aux précédents coups de semonce du peuple français autrement qu'en prenant la parole. Ni le Grand débat après les Gilets jaunes, ni les Cent jours de réconciliation après la réforme des retraites, ni l'engagement de tirer les enseignements des émeutes de juillet 2023, ni celui d'une « initiative d'ampleur » à l'été, ni les Rencontres de Saint-Denis à la recherche de compromis politiques avec les oppositions, ni la promesse d'un « Rendez-vous avec la nation » après le changement de Premier ministre, en janvier dernier, n'ont débouché sur quoi que ce soit de concret.

Faut-il donc que la défaite soit lourde pour qu'il ait décidé d'en tirer les conséquences, le soir même de l'élection. Faut-il que la déroute soit sévère pour qu'il prenne le risque de dissoudre l'Assemblée nationale et de rappeler les Français aux urnes. Une telle réaction à chaud est absolument inédite dans toute l'histoire de la V<sup>e</sup> République, a fortiori à l'issue d'un scrutin européen dont le chef de l'Etat avait personnellement souligné la dimension non-nationale.

Il était impossible, cependant, de faire comme s'il ne s'était rien passé. Impossible de se contenter de subir le nouveau rapport de force redoutable créé par le vote de dimanche. Or il reste trois années dans le quinquennat, trente-

**Le chef de l'Etat choisit l'option la plus aventureuse, au prétexte que cela lui a réussi pour conquérir le pouvoir**

six mois d'un pouvoir grignoté par la perspective pour Emmanuel Macron de ne pas pouvoir se représenter. Les sept années écoulées nous enseignent que le « en même temps » ne permet pas d'assurer la survie d'un grand bloc central. Il ne suffit pas non plus à relever les grands défis, en témoignent le lourd dérapage des finances publiques, la progression de l'insécurité et de façon plus générale, la montée d'un sentiment de colère chez beaucoup de Français.

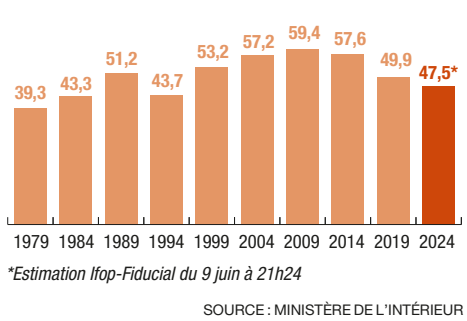
Il fallait donc changer de logiciel. Plusieurs options s'offraient alors à lui. Il aurait pu mettre fin au déni de minorité et proposer un vrai programme de profondes réformes, un contrat de gouvernement, à ceux qui, aux franges de la macronie, accepteraient le risque de travailler avec un président affaibli. C'était certainement le plus raisonnable, et le plus à même d'affronter un automne agité avec la bataille autour du budget de l'Etat et de celui de la Sécurité sociale. Il aurait pu, président affaibli, cesser de se réfugier dans les réformes sociales (IVG dans la Constitution, fin de vie) en croyant qu'elles suffiraient à faire que la France restera un grand pays.

Au lieu de cela, Emmanuel Macron choisit l'option la plus aventureuse, au prétexte que cela lui a réussi pour conquérir le pouvoir. Au lieu de cela, il renverse la table en pariant que ce bouleversement créera une donne totalement nouvelle, avec de nouveaux atouts en main. Au lieu de cela, il remet en scène son duel exclusif avec le Rassemblement national qui ne fait pourtant que valoriser le parti de Marine Le Pen, il relance le match entre nationalisme et progressisme en imaginant qu'il lui sera plus profitable que le combat, perdu dimanche, entre pro et anti-européens. Au lieu de cela, il dissout l'Assemblée nationale au risque de mettre au pouvoir une extrême droite en position de force dans le pays. En son temps, Bernadette Chirac avait affublé du surnom de Nérone les mauvais génies qui, autour de Dominique de Villepin, avaient su convaincre Jacques Chirac de dissoudre l'Assemblée et, cas jusqu'ici unique dans l'histoire de la V<sup>e</sup> République, de massacrer sa propre majorité. Comme l'empereur romain mit le feu à la Rome antique, Emmanuel Macron a-t-il craqué l'allumette qui embrasera sa propre citadelle ?

Nicolas Beytout  
@nicolasbeytout ✕

### Une abstention en recul

Le taux d'abstention aux élections européennes, en % des suffrages exprimés



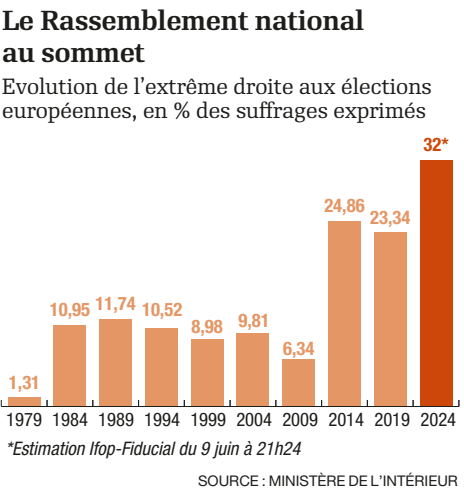


# Le séisme Bardella, tout à son « plan Matignon »

UNE DÉFLAGRATION. Après le pari réussi de Jordan Bardella, qui a décroché ce dimanche plus du double du score de sa rivale numéro un pour les européennes, la candidate de la majorité Valérie Hayer, le Président a annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. « Nous sommes prêts à exercer le pouvoir si les Français nous font confiance », a déclaré dans la foulée la leader du RN, Marine Le Pen, depuis une scène nichée dans le Bois de Vincennes à Paris.

Les lepénistes avaient pourtant prévu un tout autre scénario. Sans surprise, avec près de 32% des voix selon les estimations en début de soirée, la tête de liste du RN pour les européennes a réalisé un meilleur score qu'en 2019. Cinq ans ont passé et le rejet d'Emmanuel Macron a tout emporté. « Il va essayer d'écraser la mêlée », paraît un proche de Marine Le Pen en début de soirée, ne croyant pas en une dissolution.

**Désaveu.** Et pourtant. « J'ai décidé de vous redonner le choix de votre avenir », a déclaré Emmanuel Macron, déclenchant l'euphorie parmi les travées du Pavillon parisien. Les lepénistes la réclamaient sans cesse, ils l'ont obtenu. « C'est une victoire des institutions, on met fin au martyre des Français », se réjouit Philippe Olivier, conseiller de la patronne. L'Élu est à la manœuvre derrière le « plan Matignon », qui consiste à être prêt à tout moment en cas de nouvelle élection. Ils sont déjà nombreux à rêver d'une « fièvre RN »



La tête de liste du RN, **Jordan Bardella**, ce dimanche, après la large victoire de son parti.

dans le pays, conduisant Jordan Bardella tout droit vers Matignon.

Depuis le parc Floral, le champion de la formation d'extrême droite en avait appelé, à peine le score dévoilé, à de « nouvelles élections législatives » - comme en 2019. « L'écart inédit entre la majorité présidentielle et le premier parti d'opposition traduit ce soir un désaveu cinglant et un rejet clair de la politique conduite par Emmanuel Macron et son gouvernement », a-t-il déclaré sobrement, invoquant « le jour un de l'après Macron qu'il nous convient de bâtir ». « Maintenant les technos, c'est fini », a applaudi l'eurodéputée Mathilde Androuët.

Pour mobiliser son électorat à tendance abstentionniste, Jordan Bardella avait misé sur la nationalisation du scrutin. Un vote protestataire et non européen. Il a agité le spectre d'un « projet caché » de la macronie, allant de la désindexation des pensions de retraite de l'inflation à l'augmentation du prix du gaz. Chargé de mettre en orbite Marine Le Pen pour 2027, l'Élu a fait campagne au nom d'une « élection de mi-mandat ». Risqué, juge un cadre : « Au matin du 10 juin, notre électeur va se réveiller avec les mêmes galères. Notre risque est de créer de la déception. »

En dépit d'un scrutin proportionnel, le candidat du « référendum anti-Macron » est parvenu à éclipser la campagne de ses concurrents droiti

*Le parti s'est contenté d'une campagne lisse, sans imposer de récit et sans triompher sur ses propositions phares. Il n'a eu qu'à miser sur la popularité de son candidat et surfer sur ses thèmes*

quand Reconquête est en sursis. L'Élu a failli se faire piquer la vedette par le socialiste Raphaël Glucksmann, qui a échoué de peu à doubler la macronie.

Au Parlement européen toutefois, le RN aura des difficultés à « changer la vie des gens ».

## En Allemagne, la droite en tête, l'extrême droite progresse

LE BLOC CONSERVATEUR a remporté les élections européennes en Allemagne. D'après les estimations sorties des urnes, la CDU/CSU obtient 30% des voix, un score faible pour cette famille politique. L'extrême droite se classe en deuxième position (16,2%) devant les sociaux-démocrates (14%) et les écologistes (11,9%), sanctionnés pour l'impopularité de la coalition au pouvoir.

Pour Olaf Scholz la claque est aussi sévère qu'attendue. Les élections européennes ont acté dans les urnes l'impopularité de la coalition du chancelier au niveau national. Les trois partis formant son alliance, le parti social-démocrate

*Les résultats de ce dimanche vont entrer en ligne de compte pour le choix du chef de file de la droite pour 2025, qui doit intervenir à la fin de l'été*

SPD, les Verts et les libéraux du FDP, ont recueilli ensemble tout juste 31% des suffrages, d'après les estimations - 21 points de moins que lors des législatives de 2021.

Par rapport au dernier scrutin européen, les partis au pouvoir ont enregistré des fortunes diverses. Le FDP (5%) est quasi stable, le SPD (14%) perd presque deux points tandis que les Verts (11,9%) chutent de plus de huit, loin du moment d'enthousiasme pro-européen de 2019.

« C'est une défaite particulièrement lourde pour le chancelier qui était sur les affiches avec la tête de liste SPD dans tout le pays », a savouré le vainqueur du jour, Friedrich Merz, patron des chrétiens-démocrates (CDU). Avec le parti frère bavarois CSU, le bloc conservateur atteint 29,9%. M. Merz a réclamé à la coalition, qui étale

sans cesse ses divisions, une « correction » de sa politique. Son plus proche lieutenant a été, lui, jusqu'à remettre en question la légitimité d'Olaf Scholz. « Il devrait en réalité poser la question de confiance au Bundestag », a estimé Carsten Linemann, secrétaire général de la CDU.

**Radicalisation.** La phrase est de bon ton de la part d'un responsable d'opposition mais la réalité n'est pas aussi confortable qu'il y paraît pour la droite à un peu plus d'un an des législatives. La CDU/CSU ne profite pas vraiment de l'impopularité de la coalition d'Olaf Scholz et demeure depuis des mois autour de 30%, un score historiquement faible pour cette famille politique.

Poser la question de confiance en Allemagne requiert de proposer un candidat à la chancellerie. Or, Friedrich Merz est encore plus impopulaire qu'Olaf Scholz, d'après une étude divulguée lors de la soirée électorale dimanche. Les résultats des européennes vont entrer en ligne de compte pour le choix du chef de file de la droite pour 2025, qui doit intervenir à la fin de l'été. Une dernière donnée sera les trois scrutins régionaux organisés en septembre dans l'Est de l'Allemagne et qui ne s'annoncent pas très bien pour la CDU.

En effet, l'extrême droite (AfD) a confirmé aux européennes son statut de première force politique en ex-RDA. Au niveau national, le parti atteint son meilleur score historique (16,2%). Ses électeurs n'ont pas été rebutés par la radicalisation de la ligne anti-immigration et anti-système, ni par les scandales causés par les deux têtes de liste. Maximilian Krah (déclaration sur les SS, soupçons de financement chinois, collaborateur arrêté pour espionnage) et Peter Bystron (soupçon de corruption au bénéfice de la Russie) ont été finalement mis sur la touche en cours de campagne par l'AfD. Dimanche soir, la direction du parti, qui espère une réconciliation avec le RN français, a laissé en suspens leur intégration à la délégation qui sera envoyée à Strasbourg.

**Luc André (à Berlin)**

## Choix publics Le libéralisme, moteur et contradiction de l'UE



En 1995, devant le Parlement européen, François Mitterrand avait conclu l'une de ses dernières interventions en proclamant que « le nationalisme, c'est la guerre ». Le président socialiste s'exprimait alors que, non loin, la Bosnie était en guerre. L'Europe, qui venait à peine de passer d'une « communauté » à une « union », qui venait d'accueillir au 1<sup>er</sup> janvier trois nouveaux membres (Autriche, Finlande et Suède) et commençait sa réunification après la chute de l'oppression soviétique, incarnait une réponse à cette histoire contemporaine tragique, faite de conflits assassins et destructeurs.

Ce projet européen puise son inspiration dans une pensée politique profondément libérale - en même temps que le libéralisme est au cœur de ses paradoxes.

Motivé par des représentants de l'humanisme moderne, il est né du constat que les Etats avaient été les principaux outils des pires abominations. Il cherchait à les dépasser - sans les effacer, afin d'« établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens ». L'ambition européenne est ainsi celle d'un apaisement des pulsions nationales, par la

Impossible pour lui de jouer un rôle de premier plan sur la scène bruxelloise s'il reste dans un groupe très isolé. Il pourra tout de même voter comme ses voisins, et contribuer à bloquer des textes en faveur de l'écologie ou d'une Europe de la défense. Ou encore se réclamer d'être dans le sens de l'histoire, les nationaux populistes ayant le vent en poupe sur une bonne partie du continent européen. C'est d'ailleurs l'une des principales justifications de la macronie - bien en peine de débusquer, comme promis, le RN.

**Flou.** « A leurs corps défendant, Emmanuel Macron et ses soutiens ont contribué à notre campagne », glissait, amusé, Jordan Bardella début juin à L'Opinion. Lui a dédié sa liste et ses interventions à sa quête de notabilisation pour rassurer en vue de 2027. Les rencontres de Saint-Denis et le débat avec le Premier ministre Gabriel Attal lui en ont donné l'occasion. Avant le scrutin, le nouveau visage du RN s'enorgueillissait de sa progression parmi des catégories jusqu'ici inaccessibles, à l'instar des retraités. Leur défi consiste désormais à convertir ses votes en bulletin Le Pen d'ici la présidentielle.

La formation à la flamme s'est contentée d'une campagne lisse, sans imposer de récit et sans triompher sur ses propositions phares. Elle n'a eu qu'à miser sur la popularité de son candidat et surfer sur ses thèmes. Le pouvoir d'achat et l'immigration étant les premières préoccupations des Français pour ce scrutin, selon les sondages, faisant reculer l'écologie. « Je ne peux pas dire que je suis fier de notre campagne, non... Mais elle fonctionne », soupire un cadre lepéniste. Un proche de la patronne évacue : « la campagne était médiocre pour tout le monde. Macron a voulu rejouer 2022 avec l'Ukraine. Les médias n'ont pas fait de fond. »

Jordan Bardella a dévoilé quelques failles qui ne manqueront pas d'être exploitées par ses adversaires. Du flou aux contradictions sur ses positions au sujet des prix planchers, du marché européen de l'électricité et de sa « double frontière ». Des alliés européens aux dérapages incessants, un programme économique mis au frigo, ou encore une défense maladroite de Jean-Marie Le Pen. Du grain à moudre pour les élections législatives, qui auront lieu les 30 juin et 7 juillet.

**Nina Jackowski**  
@Nina\_Jacks

voie institutionnelle. Complétant Montesquieu qui a préparé la division verticale du pouvoir en trois branches, elle institue une fragmentation horizontale, en introduisant un mécanisme de coordination choisie, de telle façon que « par la disposition des choses, le pouvoir arrête le pouvoir ». La régulation volontaire, pour introduire modération et retenue, est l'essence même du libéralisme politique.

**Conjugaison.** La pensée libérale est précisément née en Europe d'un souci de conjugaison des contraires. Emergeant des guerres de religion, elle ouvre la voie à la modestie forcée du pouvoir : dès lors que les peuples ne savent s'accorder sur la plus grande interrogation humaine, celle du sens de la vie et du divin, elle acte le renoncement de l'Etat à maîtriser la vérité. En introduisant la légitimité de la concurrence entre les voies de salut providentiel, elle a contribué à neutraliser l'espace social et détacher la religion du politique. Elle a surtout, avec le temps, transféré de la transcendance à l'individu l'opportunité formidable - et la responsabilité insurmontable - de choisir son propre destin.

C'est cette charge écrasante qui a probablement conduit à rechercher l'unité autrement que dans le religieux. La nation, à la fois « invention démocratique » et « construction poétique » pour reprendre les mots de Pascal Ory, en a été un véhicule. Socle de la cohésion du peuple, elle lui donne sa forme (et son corps) politique - sans lesquels il ne peut exister de démocratie. Elle est la nécessaire résistance à la fragmentation.

Il n'est dès lors pas surprenant que les Européens, à la fois héritiers des massacres sanglants, qui leur ont appris à se défier de leurs voisins, et promoteurs de la nation, dans laquelle ils recherchent l'unité, soient pétris de paradoxes à l'égard du marché. Il n'est pas étonnant non plus que, comme l'ont montré les économistes Alberto Alesina ou Jean Tirole, ils y soient plus réticents que leurs homologues américains, qui ont bâti leur unité dans l'expansion et le mouvement, sur une terre plus vierge d'histoire.

La construction européenne est porteuse de ces contradictions. Elle est aussi, aujourd'hui, victime, plus que coupable, de crises nationales et de l'affaiblissement des Etats.

@erwanlenoan  
SANDRINE ROUDEIX



# Le RN triomphe, Macron dissout

## La majorité encaisse et se prépare pour la campagne qui arrive

SILENCE DANS LA SALLE, Emmanuel Macron apparaît. Sur l'écran géant installé à la Maison de la Mutualité à Paris, la centaine de militants écoute religieusement les mots de son président. Dans ceux-là, il y a la « fièvre », le « désordre », « l'appauvrissement des Français » que révèle la montée de l'extrême droite. Chaque expression employée semble converger dans la même direction. Un point culminant, que le chef de l'Etat ne va pas tarder à atteindre. Quand il lâche soudain, sous le regard stupéfait de ses troupes : « J'ai décidé de vous redonner, pour votre avenir, le choix parlementaire ».

Il n'y a pas le temps pour la sidération. Les parlementaires qui sont dans la salle avaient, pour la plupart, l'information depuis quelques minutes. A peine l'annonce officialisée, il faut se mettre en ordre de marche. Basculer en mode « campagne ». Se ruer vers les journalistes, pour donner les premières réactions issues des éléments de langage transmis par l'Elysée : le camp présidentiel n'a pas peur de retourner sur le terrain, la situation n'était plus tenable, il fallait entendre le message des Français.

La majorité pensait pourtant la soirée écrite : un score déceptif mais attendu, une prise de parole de Gabriel Attal pour souligner qu'il ne s'agit que d'un scrutin européen, et un pouvoir qui reprend sa gestion du pays, reléguant les résultats de l'élection « la plus importante de l'histoire », selon ses termes, au rang de non-événement.

*« On a mené une campagne trop à gauche. Ce que j'ai entendu dans les bureaux de vote, c'est qu'on ne met pas assez le paquet sur la sécurité »*

Avant l'annonce des résultats, la seule inconnue qui animait les militants et élus réunis à la Mutualité résidait dans le score de Raphaël Glucksmann. Si le socialiste les devançait, ce serait alors une autre histoire, estimaient-ils.

Rien ne s'est finalement passé comme prévu. Raphaël Glucksmann (14,2%) n'a pas dépassé Valérie Hayer - ce fut un soulagement. Valérie Hayer (14,9%) est arrivée très, très loin derrière Jordan Bardella (32%) - ce fut une claque. Telle que le Premier ministre n'a pas pris la parole. Emmanuel Macron l'a remplacé.

Les esprits se sont échauffés dès 20 heures. Les premiers retours de l'Elysée, transmis dans les boucles des députés Renaissance, ont donné le ton. « Grande déception », « défaite », « mauvaise nouvelle »... Le message est clair. La majorité n'enjambrera pas l'élection. Elle tirera « les leçons politiques de ce qu'il s'est passé ». A quel point ? S'adonnant chacun aux paris, les élus et militants prévoyaient d'abord un changement de ligne, un message de compréhension et d'écoute, peut-être un référendum.

**Signal.** Le camp présidentiel n'en demandait pas tant. Après deux ans à se chercher un cap, il fallait envoyer un signal. « A chaque choc, nous ne savons pas saisir l'occasion de réagir », déplorait en début de soirée un marcheur historique. « Passer de l'élection la plus importante de l'histoire à « circulez y a rien à voir », je ne sais pas comment on va réussir à faire ça », soupirait l'un de ses collègues.

Mais dissoudre ? Le pari est « risqué », reconnaît un membre de la majorité hors micro, quelques minutes après l'annonce du chef de l'Etat. « Le Président bout depuis tellement longtemps. Ca l'énervait, il n'en pouvait plus... c'est du Macron », poursuit le même, précisant qu'il n'aurait « pas fait les choses de cette manière ».

Rien n'indique qu'un retour aux urnes permettra à la majorité d'améliorer la situation. Cela pourrait être pire. Repartir sur le terrain est dangereux, suicidaire pour certains, élus lors des dernières législatives à une poignée de voix près. « Le Président voit qu'on n'endiguer pas l'extrême droite par des formules magiques, alors on va essayer de les battre à la loyale, et si ce n'est pas le cas, il faudra en assumer les conséquences », explique un cadre Renaissance.

Le pari est d'autant plus dangereux que le camp présidentiel ne repart pas, à ce stade, avec un projet clair entre les mains. Dès dimanche soir, chaque membre de la majorité y allait de sa propre analyse sur les erreurs qui l'ont menée à cet échec. « On a mené une campagne beaucoup trop à gauche. Tout ce que j'ai entendu dans les bureaux de vote aujourd'hui, c'est qu'on ne met pas assez le paquet sur la sécurité », relatait un



SIPA PRESS

Avec 14,9%, la liste de **Valérie Hayer** est arrivée loin derrière celle du RN.

député de l'aile droite. « On a perdu en faveur de Glucksmann. On a complètement intégré les idées du RN dans notre paysage politique. Ca doit se payer un jour ou l'autre. La course à l'extrême droite ne fonctionne pas, on préférera toujours la copie à l'original », abondait une parlementaire identifiée aile gauche. Seul un constat unit les deux camps internes à la majorité : « Arrêter ce cirque », selon les mots de l'élue citée plus haut, d'une majorité relative qui ne fonctionne pas. C'est ce à quoi vont s'atteler - malgré eux - les 250 députés Renaissance, MoDem et Horizons. Sans aucune certitude quant à leur avenir.

Dinah Cohen  
@dinahcohen

## Les écologistes échappent à la disparition, mais pas à la défaite

JUSQU'AU BOUT LES ÉCOLOGISTES auront retenu leur souffle. Dimanche soir, la liste emmenée par Marie Toussaint s'est sauvée sur un score de 5,4%, à quelques décimales près de disparaître des bancs du Parlement européen. Inconcevable, il y a encore quelques mois. Les yeux embués, la candidate a été forcée de reconnaître une défaite « sèche et amère » pour l'écologie politique.

La veille, ses colistiers se donnaient des raisons d'espérer : « Si un sur deux de nos électeurs de 2019 maintient son vote demain, on évite la débâcle », voulait ainsi croire l'euro-député Benoît Biteau, en sixième position sur

*Ces derniers jours, certains députés EELV regrettaient ne pas avoir fait cause commune avec les anciens de la Nupes*

la liste d'EELV. En 2019, la surprise créée par Yannick Jadot (13,4%) avait permis à l'exécutif Verts d'afficher des ambitions nouvelles. Grâce à la confiance de plus de trois millions de votants, le parti envoyait douze eurodéputés à Strasbourg. Ils seront moins de la moitié dans la mandature à venir.

Malgré les fusées de détresse allumées par les Verts, les électeurs sensibles aux enjeux climatiques ont cédé à la tentation du « vote utile » en voulant placer la liste Glucksmann devant celle des macronistes. Le fantasme du croisement des courbes a joué à plein régime. Même les pionniers d'EELV comme José Bové ont failli céder aux sirènes de la social-démocratie écologique. Un traumatisme pour une formation politique à l'ADN pro-européen.

« **Sisyphé** ». Au siège du parti, la secrétaire nationale des Ecologistes Marine Tondelier boit un grand verre d'eau en pensant sans doute à René Dumont, ce prophète incompris, premier candidat des Verts à une élection présidentielle en 1974. Le titre de son ouvrage L'utopie ou la mort fait tristement écho à la position critique dans laquelle se trouvent ses héritiers un demi-siècle plus tard. L'annonce de la dissolution par le chef de l'Etat ne rendra la partie que plus compliquée pour la direction écolo.

## Insoumis et socialistes condamnés à s'entendre aux législatives

DEPUIS LA SALLE SURCHAUFFÉE de la Bellevilloise, dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, les jeunes supporters de Raphaël Glucksmann (14,2%) laissent éclater leur joie de voir le nouvel homme fort de la social-démocratie arriver en tête des listes de gauche, près de six points devant la liste de LFI. « Réveiller l'Europe, réveiller l'Europe ! », scandent-ils, agitant une marée de drapeaux roses et jaunes aux couleurs du Parti socialiste et du micro-parti Place publique. Voyant la silhouette d'Anne Hidalgo faire son apparition dans la foule, un élu de la jeune garde PS ne peut s'empêcher de laisser transparaître son soulagement : « La bonne nouvelle, c'est que nous ne sommes pas condamnés à faire 1,7% », glisse-t-il dans un sourire.

« Il ne faudra pas minimiser la performance si plus de la moitié des électeurs se déplacent. Mais ce serait une folie de considérer que parce que nous sommes à 14%, nous serions les grands gagnants du loto », mettait toutefois en garde Olivier Faure en début de semaine. Le premier secrétaire du PS pouvait-il s'imaginer un seul instant que le président de la République convoquerait des législatives anticipées après l'annonce des résultats ? De nouveau, voilà les gauches présumées « irréconciliables » condamnées à s'entendre pour ne pas être décimées dans le futur hémicycle.

« **Une tâche** ». Une heure plus tôt, Raphaël Glucksmann « n'avait pas l'âme à la fête » ce dimanche soir. Même après avoir doublé son score de 2019 en passant de 6,2% à 14,2%, l'orateur fait montre de gravité. « Dans les institutions, des ennemis de l'Europe œuvreront à la déconstruction de ce trésor commun qui est la construction européenne et la démocratie. Eh bien nous, nous

leur tiendrons tête », promet-il d'abord. Mais à la sidération de voir l'extrême droite culminer à son plus haut niveau (32%) a rapidement succédé une autre angoisse, celle de la perspective de législatives anticipées. « Cette dissolution exigée et obtenue par Jordan Bardella restera une tâche sur le quinquennat d'Emmanuel Macron », a réagi, furieux, Raphaël Glucksmann après l'allocation du chef de l'Etat.

Désormais au centre de jeu dans la recomposition des gauches, la tête de liste PS-Place publique se sait « condamnée à combattre le sentiment d'inexorabilité de la prise du pouvoir » par le RN. Son discours est moins celui d'un élu en passe de rejoindre le Parlement européen que du garant d'une ligne politique fondée sur « le refus des outrances et des calomnies ». Dès demain, Raphaël Glucksmann entend « construire une force politique irrésistible sans dominer l'autre, sans écraser l'autre, sans jouer en permanence le rapport de force ». Une ambition politique se dessine, elle ne devrait rien arranger les négociations avec LFI à l'orée des législatives anticipées.

« **La peur de mourir** ». Les insoumis n'ont certes pas remporté leur pari aux européennes, mais ils se tiennent prêts à ferrailer en circonscriptions. En changeant la nature du scrutin européen - désigné comme le « premier tour de l'élection présidentielle de 2027 » - Jean-Luc Mélenchon a cru pouvoir briser un plafond de verre après la déception ressentie en 2019 (6,6% des voix). Sa stratégie de conflictualité sur Gaza destinée à réveiller son armée de réserve, ce « peuple de la jeunesse et des quartiers populaires » qu'il présente comme « la nouvelle France », a livré son verdict : 9,1%, soit une progression de presque 3 points pour la liste de Manon Aubry. Au lieu de rééditer le « référendum anti-Macron » de 2019, Jean-Luc Mélenchon a cultivé des affects à chaque rassemblement pro-palestinien grâce à la véritable tête de liste de cette campagne, Rima Hassan.

« Beaucoup d'électeurs de gauche ont développé une allergie pour Mélenchon », juge Olivier Faure. Au prix de mensonges éhontés quand il explique que les responsables du PS appartiennent à une

*« Beaucoup d'électeurs de gauche ont développé une allergie pour Mélenchon », juge Olivier Faure*

« gauche coloniale » alignée sur une position de soutien inconditionnel au gouvernement de Benjamin Netanyahu. Ou lorsque Manon Aubry insinue que son adversaire social-démocrate toucherait de l'argent des lobbies.

Après avoir creusé le sillon de la désunion, les gauches seront donc contraintes à la réconciliation dès les législatives anticipées. Pour François Ruffin, Clémentine Autain et leurs alliés insoumis en quête d'émancipation, le plus dur reste à venir. Quel sera le déclin qui les décidera à acter une rupture avec l'appareil de LFI ? « La peur de mourir », répond tout net Olivier Faure. Avec la dissolution de l'Assemblée nationale décidée ce dimanche soir par Emmanuel Macron, il ne croyait pas si bien dire. Plus que jamais, il faudra compter sur Jean-Luc Mélenchon pour jouer de son influence, et de sa force de nuisance.

Antoine Oberdorff  
@A\_Oberdorff

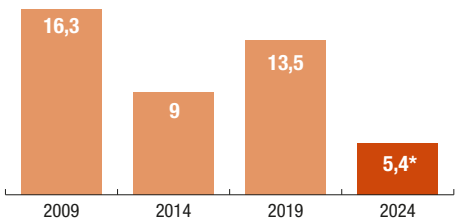


ANTOINE OBERDORFF

La liste de **Raphaël Glucksmann** a récolté environ 14% des voix.

### Ecologistes : la chute

En % des suffrages exprimés



\*Estimation Ifop-Fiducial du 9 juin à 21h24

SOURCE : MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR



## A peine rescapés, Les Républicains face au vertige de la dissolution



SIPA PRESS

François-Xavier Bellamy, eurodéputé LR, a été réélu pour un deuxième mandat.

DES CRIS DE JOIE. C'est ainsi que les militants Les Républicains ont accueilli, dimanche soir au siège du parti, l'annonce par Emmanuel Macron de la dissolution de l'Assemblée nationale. Il n'est pas certain que leur enthousiasme soit partagé par les dirigeants des Républicains. « C'était sans doute, vu l'ampleur de la défaite de la majorité, la seule solution », a sobrement réagi le président de LR, Eric Ciotti, surpris sur le plateau de TFI par l'annonce présidentielle. A peine soulagés d'avoir échappé, dimanche soir, à la disparition pure et simple du Parlement européen, Les Républicains repartent donc en campagne, « sous leur couleur et sans aucune forme de coalition, de coopération, de collaboration avec ce pouvoir qui a tant abîmé la France, a prévenu Eric Ciotti. Il faut que la droite gouverne ce pays (...) Il faudra du courage. Nous en avons ».

Reste que LR n'aborde pas ces législatives, fixées au 30 juin et au 7 juillet, en position de force, loin s'en faut. Une heure plus tôt, c'est surtout avec un profond soupir de soulagement que Les Républicains avaient découvert le score de la liste de François Xavier-Bellamy

*Pour Les Républicains, l'objectif des élections européennes était moins de gagner que de ne pas disparaître*

aux élections européennes, accueilli par des applaudissements au siège du parti, à Paris. Avec environ 7% des voix selon les estimations, la tête de liste LR, hantée tout au long de la campagne par la crainte d'un score inférieur à 5% des voix, synonyme de disparition du Parlement européen, échappe au scénario du pire. La droite française enverra bien des élus à Strasbourg, même si, selon les projections, elle pourrait perdre un siège sur les huit qu'elle comptait jusque-là, au détriment de la centriste Nathalie Colin-Oesterlé.

**Recul.** Pas de quoi pavoiser pour autant. Car LR enregistre un nouveau recul par rapport aux européennes de 2019 (8,48%). Il y a cinq ans, le choc de ce résultat avait été tel qu'il avait valu au président du parti, Laurent Wauquiez, d'être poussé à la démission. « 8,48 était un échec en 2019, donc 7% c'est très très loin d'une victoire », souligne un parlementaire LR. Dimanche soir, le parti préférerait pourtant insister sur le chemin parcouru depuis le fiasco présidentiel de Valérie Pécresse en 2022 (4,78%).

Qu'importe que les deux scrutins ne soient pas comparables, la droite veut y voir le signe qu'elle a enrayé son déclin et présenter ce résultat comme la première étape de sa reconstruction.

« Ce soir, beaucoup pensaient que nous ne serions plus au Parlement européen, que la droite disparaîtrait de la vie politique française, a ainsi souligné François-Xavier Bellamy dans sa déclaration. Ce soir, ce n'est pas

la fin d'une campagne. C'est le début d'un long chemin pour relever la droite ». Pour LR, l'objectif des européennes était en effet moins de gagner que de ne pas disparaître. A cette aune, la mission est accomplie pour le chef de la délégation LR au Parlement européen, dont la responsabilité, à 38 ans, était écrasante dans cette élection : rien moins que sauver sa famille de l'extinction.

Paradoxalement, ce score permet aussi à François-Xavier Bellamy d'effacer l'humiliation personnelle de sa défaite surprise de 2019. Le choc avait été tel à droite que l'expression « faire une Bellamy » y était devenue synonyme de revers électoral. C'est donc à reculer qu'il avait été désigné tête de liste, en janvier, par le président du parti, Eric Ciotti, qui a longtemps cherché un plan B avant de se résoudre à lui confier les clés de la campagne. Puis, en avril, il s'est vu imposer la constitution de la liste, et en particulier la présence en position éligible des sarkozystes Nadine Morano et Brice Hortefeux, source de crispations en interne.

**Elan.** Mais le philosophe a aussi montré qu'il avait appris de son échec précédent. S'il a fait le pari d'une droite « sérieuse », il s'est échiné tout au long de la campagne à briser le mur de l'indifférence à force de coups d'éclat - face à Louis Boyard et aux étudiants pro palestiniens à Sciences Po d'abord, puis en protestant contre le duel imposé Attal-Bardella. Et si beaucoup ont fait le service minimum dans cette campagne, anticipant son échec, la plupart des barons LR ont globalement joué le jeu en retenant leurs flèches.

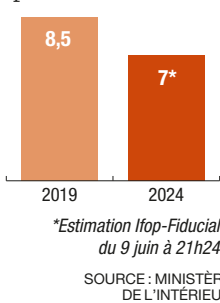
« Aujourd'hui, après tant d'épreuves traversées, nous retrouvons un élan », voulait donc croire François-Xavier Bellamy après l'annonce des résultats. Mais l'élan en question s'annonce mesuré pour un parti dont le score représente, dimanche soir, moins du quart de celui du RN, qui est talonné par la liste Reconquête, et n'a pas réussi à retrouver un espace malgré l'effondrement du vote macroniste.

Qu'importe. Pressé de tourner cette page, Laurent Wauquiez n'aura pas attendu deux minutes après l'annonce des résultats pour ouvrir celle de la présidentielle. Dans un tweet publié à 20 h 02, il y a vu un tournant annonçant « la fin du macronisme ». « Aujourd'hui, cette parenthèse va se refermer : ceux qui envisagent pour demain une forme de macronisme sans Macron seront disqualifiés », y écrit-il. Et de lancer un appel « à tous (s)es amis de la droite républicaine : après le flou et l'indécision du « en même temps », notre responsabilité est de préparer collectivement le retour à la clarté et à l'autorité pour redresser notre pays ». Il pensait alors avoir trois ans devant lui pour cela. C'était avant qu'Emmanuel Macron en décide autrement.

Christine Ollivier  
@Chr\_Ollivier

### LR sauve les meubles

En % des suffrages exprimés



## Un nouveau Parlement européen plus à droite qu'en 2019

LES CITOYENS européens ont envoyé à Strasbourg davantage d'élus de droite et moins d'élus de gauche, selon la première projection du nouvel hémicycle publiée dimanche soir à 20 h 30, à partir des premières estimations de sorties des urnes et des sondages préélectoraux. Au total, 720 eurodéputés ont été élus contre 705 en 2019.

La droite classique du Parti populaire européen (PPE) resterait ainsi la première force politique du continent, avec 181 eurodéputés contre 176 auparavant. La première délégation de droite reste allemande, avec 30 élus venus de la CDU-CSU. Ils se battront pour être la première délégation du Parlement européen avec les Français du Rassemblement national, qui seront également une trentaine.

Au niveau européen, Socialistes et démocrates (S&D) resterait le deuxième groupe politique, mais reculerait de 4 sièges à 135, avec notamment 20 eurodéputés espagnols et 13 Français, grâce au bon score de la liste emmenée par Raphaël Glucksmann.

A la troisième place, le groupe Renew, rassemblant les libéraux et centristes, parviendrait à garder son rôle de « faiseur de majorités », gagné en 2019. Ces dernières semaines, les sondages laissaient entrevoir la possibilité que Renew soit dépassé par les souverainistes d'ECR (conservateurs et réformistes européens) comme le troisième groupe parlementaire. Notamment du fait du recul de la majorité présidentielle en France. Celle-ci perdrait un tiers pour passer de 23 à 14 sièges, augurant d'une lutte politique acharnée pour garder la présidence du groupe Renew.

« Conditions ». « Ces résultats montrent qu'aucune majorité proeuropéenne au Parlement européen n'est possible sans nous, a commenté Valérie Hayer, présidente de Renew. Une Europe plus puissante dans le monde changeant peut uniquement être bâtie depuis le centre politique. Nous sommes prêts à être au siège conducteur d'une coalition proeuropéenne si nos conditions et ambitions sont respectées. »

Au total, ces trois grands groupes formant la majorité obtiendraient ainsi un peu moins de 400 sièges (398 selon la première projection de dimanche soir) contre 417 au cours des cinq dernières années.

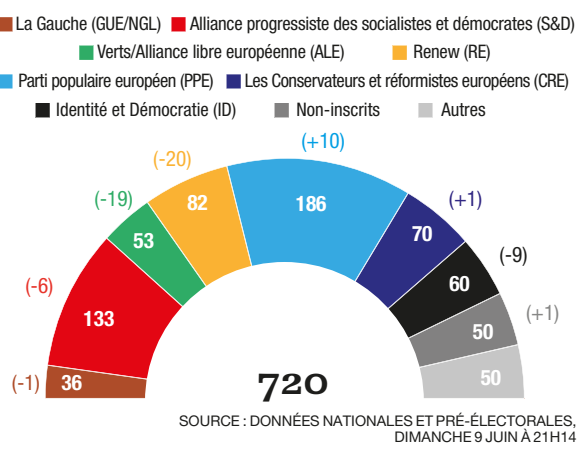
Derrière eux, l'extrême droite confirme sa progression à travers le continent, notamment en France, en Allemagne, en Autriche et aux Pays-Bas, selon les estimations de sortie des urnes. Outre-Rhin, l'AfD, arrivée deuxième, amènerait 16 eurodéputés à Strasbourg, contre sept précédemment. En Autriche, le parti d'extrême droite FPÖ arriverait premier, et aux Pays-Bas, le PVV du populiste Geert Wilders arriverait deuxième, amenant sept eurodéputés.

Du point de vue des groupes politiques, la montée de l'extrême droite bénéficierait d'abord à la formation de Giorgia Meloni, les Conservateurs et réformistes européens (ECR). Elle pourrait être rejointe dans les prochaines semaines par le Fidesz de Viktor Orban, avec une dizaine d'eurodéputés - moins qu'auparavant du fait de la progression fulgurante de son opposant, Peter Magyar (PPE). « La droite est le bien. Aller à droite est toujours une bonne chose. Allez la droite ! » a déclaré le Premier ministre hongrois dimanche.

Une centaine d'eurodéputés, soit non inscrits, soit nouvellement élus, dans des partis n'étant pas membres de groupes parlementaires actuels, pourra encore se répartir dans les différentes formations.

### Projection du nouveau Parlement européen

Première estimation du nombre de sièges par groupes et évolution par rapport à 2019



SIPA PRESS

La première session plénière du **Parlement européen** recomposé se déroulera le 16 juillet prochain.

A la gauche de l'hémicycle, les Verts perdraient en tout cas une vingtaine de sièges pour arriver à un peu plus de 50, tandis que la Gauche, dont fait partie La France insoumise, passerait de 37 à 34 sièges. « 2019 était l'élection du climat, mais pas 2024, a regretté dimanche Bas Eikhout, la tête de liste des Verts, lors d'un point presse à l'antenne bruxelloise du Parlement européen. Alors qu'en 2019 tout le monde soutenait l'environnement, le vent a tourné et plusieurs partis ont lâché l'affaire. »

L'enjeu des prochains jours sera la formation d'alliances au Parlement européen pour former une majorité, des majorités alternatives ou des minorités de blocage. Les groupes politiques ont jusqu'au 15 juillet pour se former et doivent compter au minimum 23 membres et sept nationalités.

**Questions fondamentales.** Trois questions fondamentales se posent. La première : continue-t-on « comme avant », avec la même majorité - formée par les conservateurs du PPE, les socialistes (S&D) et les centristes (Renew) ? Si cette majorité dite centriste survit numériquement, elle est plus réduite qu'auparavant, et elle a subi des déchirements importants durant l'année écoulée, notamment sur la question du détricotage du pacte vert européen, et du rapport avec les droites plus radicales.

Deuxième question ; continue-t-on avec Ursula von der Leyen comme présidente de la Commission européenne ? Pour cela, elle devra d'abord être proposée par le Conseil européen (à la majorité qualifiée). Les 27 chefs d'Etat et de gouvernement auront une première réunion informelle lors d'un dîner à Bruxelles le 17 juin, puis un sommet les 27 et 28 juin. Objectif : s'accorder sur des noms pour la présidence de la Commission européenne, mais aussi du Conseil européen et du haut représentant pour les affaires étrangères. Si le Conseil parvient à se mettre d'accord, le Parlement pourrait voter pour ratifier ou non le choix du nouveau président de la Commission européenne dès le 18 juillet.

Ensuite, elle devra obtenir une majorité de votes au Parlement européen. Les mêmes enjeux se poseront que pour la formation d'une majorité. En 2019, Ursula von der Leyen avait bénéficié de certaines voix des Verts pour se faire élire. Elle avait présenté dès juillet l'idée d'un pacte vert européen. Mais à mesure que ce dernier a subi des reculs durant l'année écoulée, les écologistes n'ont pas caché leur désaffection pour la présidente de la Commission. En outre, comme les socialistes et les centristes, ils n'ont pas du tout apprécié ses mains tendues à Giorgia Meloni. La soutiendront-ils cette fois-ci ? « C'est trop tôt pour le dire, mais nous sommes prêts à discuter, a commenté Bas Eikhout dimanche. La meilleure coalition possible, c'est avec les Verts. »

Troisième question : la recombinaison de l'extrême droite. Si Viktor Orban va chez ECR, les Suédois et les Finlandais pourraient abandonner ce groupe pour un autre, et créer un jeu de chaises musicales. L'AfD, exclue récemment d'ID, pourrait y retourner si elle écarte sa tête de liste Maximilian Krah, croit savoir une source proche. Ces derniers jours, « tout le monde attendait les résultats chiffrés, qui sont la base de toute négociation », poursuit cette source. Le RN aura aussi à voir comment se placer pour peser au maximum.

Jade Grandin de l'Eprevier (à Bruxelles)  
@JadeGrandin



Une nouvelle loi va soutenir la compétitivité du secteur dans l’Hexagone, où les services financiers occupent la troisième marche du podium des exportations de services

## Attractivité financière de la France : l’effet Brexit ne suffit plus

### Compétition

Fruit d’un compromis entre députés et sénateurs, **la loi visant à faciliter le financement des entreprises et à renforcer l’attractivité de la France vient d’être adoptée**. Elle comporte deux mesures phares, le plafonnement des indemnités des traders et l’instauration de droits de vote multiples.

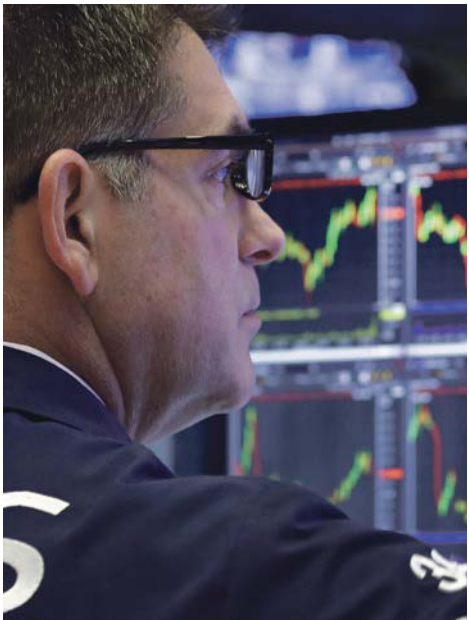
Muriel Motte

LA PROMOTION DE L’UNION des marchés de capitaux en Europe n’est pas incompatible avec le développement de l’attractivité de la place de Paris. Tout en chargeant l’ex-gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, de réfléchir aux moyens pour le Vieux Continent de mieux rivaliser avec Wall Street et les Etats-Unis, Bruno Le Maire a suivi de près les tribulations de la PPL du député Renaissance Alexandre Holroyd, finalement adoptée la semaine dernière. Ce texte vise à accroître l’attrait de l’Hexagone et le financement de ses entreprises. Un tiens vaut mieux que deux tu l’auras. Si le serpent de mer du marché européen des capitaux peine à émerger des abysses, Paris aura au moins réussi à engranger quelques points destinés à attirer l’épargne des investisseurs et à doper ses jeunes pousses. L’enjeu se compte en milliards : notre excédent commercial de services financiers annuel est passé de 5 à 12 milliards en sept ans, vient de rappeler Bercy. Depuis le Brexit, 6 000 emplois directs et indirects ont été créés.

La loi fraîchement votée comporte une série de dispositions qui doivent dynamiser le marché français. L’une des mesures phares vise à permettre aux fondateurs d’une entreprise de lever du capital, tout en gardant le contrôle de leur société, via l’émission d’actions à droits de vote multiples. La concurrence est rude avec Wall Street ou Amsterdam – où ce système existe – pour attirer les jeunes pousses prometteuses. « Cela peut encourager des patrons de sociétés innovantes à se lancer en Bourse sans crainte de se faire démettre de leurs fonctions dans les deux ans. C’est une mesure libérale dans le sens où ce sera aux investisseurs d’évaluer la capacité du

dirigeant, et “super actionnaire”, à développer son entreprise », estime Muriel de Szilbereky, déléguée générale de l’Ansa, l’Association nationale des sociétés par actions.

**Assouplissement.** Aucun plafond n’est prévu pour les droits de vote attachés à ces futures « actions de préférence » admises sur un marché réglementé et le ratio pourra aller jusqu’à 25 droits de vote par action pour les sociétés qui s’introduiront sur les marchés de croissance. « Mais rien ne dit que les multiples ne se limiteront pas à 2 ou 3, tout sera à négocier entre l’entreprise et ses conseils. Le texte final offre une position d’équilibre entre les droits de l’actionnaire lambda et ceux du ou des super-actionnaires », poursuit-elle. Par exemple, le droit de vote multiple sera neutralisé dans un certain nombre de cas (aux Assemblées générales statuant sur la désignation des commissaires aux comptes, lors de l’approbation des comptes annuels, lors de la modification des statuts....) note l’Ansa.



SIPA PRESS

La nouvelle loi sur l’attractivité de la France prévoit de plafonner le calcul des indemnités de licenciement **des traders**.

Sa déléguée générale insiste aussi sur l’assouplissement des conditions d’éligibilité au PEA-PME (un seul critère, celui de la capitalisation boursière avec un plafond relevé à deux milliards d’euros) ou encore la toute nouvelle éligibilité des droits préférentiels de souscription à un Plan d’épargne en action (PEA). Dans les faits, « cela empêchait jusqu’à présent les entreprises de faire appel à leurs actionnaires fidèles lors d’une augmentation de capital, sous prétexte que leurs actions étaient dans un PEA », explique-t-elle.

Autre changement : les fonds de capital-investissement (FCPR) pourront investir dans des sociétés cotées dont la capitalisation atteint jusqu’à 500 millions d’euros, contre seulement 150 millions à l’heure actuelle.

En matière de gouvernance, une série de mesures simplifie la tenue des conseils d’administration et des assemblées générales, en facilitant notamment le recours au numérique. « Tout cela existe dans beaucoup d’autres pays. Avec ce texte la France se met au niveau de ses concurrents », poursuit Muriel de Szilbereky.

Les banques anglo-saxonnes, qui ont créé des milliers d’emplois dans l’Hexagone à la faveur du Brexit, ont été très attentives à un autre point : le plafonnement des indemnités en cas de licenciement. « Nous voulons pouvoir ajuster nos effectifs de manière souple et compétitive. Dans ce domaine, la City reste la référence », commente un de leurs représentants à Paris.

Un compromis a été trouvé entre les deux assemblées concernant les seuls « material risk taker », c’est-à-dire les traders et leurs managers. La rémunération mensuelle considérée dans le calcul de l’indemnité sera plafonnée à 46 000 euros, un montant qui « prend en compte l’ancienneté et qui cible plutôt les traders peu expérimentés », a précisé Alexandre Holroyd à *La Tribune*. « C’est un premier pas. Le gouvernement reconnaît que le niveau des indemnités de licenciement rendait la France moins compétitive pour des équipes importantes de salariés bien payés », poursuit notre banquier anglo-saxon. Une fois mise en œuvre, la loi attirera-t-elle un nouveau bataillon de financiers à Paris ?

@murielmotte ✕

## Le profil du nouveau président des Jeunes agriculteurs, élu jeudi 6 juin au Futuroscope, est plutôt surprenant Pierrick Horel, un atypique à la tête des JA

### Nominations

Le syndicat des Jeunes agriculteurs tenait jeudi 6 juin son congrès annuel à Chasse-neuil-du-Poitou. Arnaud Gaillot, 37 ans, producteur laitier du Doubs, qui a tenu la barre pendant tout le conflit agricole, a choisi de passer la main. Il est remplacé par son secrétaire général, **Pierrick Horel, 33 ans, éleveur de vaches Aubrac bio entre les Alpes-de-Haute-Provence et la Saône-et-Loire**.

Emmanuelle Ducros

Il ne coche aucune des cases du stéréotype du syndicaliste agricole traditionnel, et il le vit très bien. Il en fait même sa signature. Pierrick Horel, qui, à 33 ans, prend la tête des Jeunes agriculteurs, est ce qu’on appelle un « Nima », un agriculteur non issu du cadre agricole. Il s’est installé jeune, en 2010, dans une des spécialités les plus difficiles et les plus chronophages : l’élevage de vaches Aubrac.

« Oui, je suis différent du modèle traditionnel, reconnaît Pierrick Horel. Je n’ai pas repris une exploitation familiale, j’ai fait le choix du bio. Pour autant, j’ai ma place dans ce syndicat des Jeunes agriculteurs, qui démontre ainsi qu’il n’a pas une vision sectaire. Je suis la preuve qu’on peut rejoindre l’aventure agricole en étant ce que l’on est. »

Et Pierrick Horel d’énoncer ce qui peut paraître comme des contradictions... mais qui ne sont que de nouvelles formes, moins monolithiques, de l’agriculture : « Je suis éle-

veur bio, mais je défends une vision économique des fermes et de leurs revenus. Je suis agriculteur, mais je crois qu’il n’y a pas que le métier dans la vie. Il n’est pas un sacerdote qui doit nous couper du reste de la société. J’aime le mélange. Il y a des solutions pour que l’on puisse bien vivre notre travail, sans se sacrifier ni s’isoler. Je suis surfeur, skieur, passionné de voile, et je veux pouvoir y consacrer du temps libre. »

Un message important alors que l’agriculture a tant besoin de renouveler ses effectifs. La moitié des 450 000 paysans français partiront à la retraite dans les 10 ans. Les installations hors cadre familial augmentent et représentent un tiers des installations intervenues depuis 2010 (46 000 sur 133 000). « A toutes ces personnes, il faut dire : venez comme vous êtes, sentez-vous à l’aise », explique Pierrick Horel.

**Adaptation.** Il s’est formé aux responsabilités syndicales avec Arnaud Gaillot, qui lui passe la main à la tête des JA. « Nous avons vécu ensemble un moment fort de l’histoire agricole, avec les mobilisations des derniers mois. J’ai passé plus de temps avec lui sur les barrages, dans des réunions ces derniers mois qu’avec mon épouse et mes deux garçons. Il m’a beaucoup appris. Il a une force tranquille, une sérénité. Et c’est aussi cela que je voudrais insuffler aux jeunes agriculteurs : le pouvoir d’avancer sereinement, paisiblement. » Il le dit « son ami », malgré leurs différences. Arnaud Gaillot est une figure réservée. Pierrick Horel est plus expansif. « Gaillot et Horel,

deux personnalités opposées, mais valeureuses, dit Arnaud Rousseau, à la FNSEA. J’ai été très heureux de travailler avec l’un, j’ai confiance dans la capacité de l’autre. Pierrick Horel est chaleureux, atypique. Il est bio, mais il n’oppose pas les modèles, il n’est pas défiant envers ses confrères conventionnels. Et ce n’est pas un idéaliste hors-sol. Il a une vraie capacité à l’adaptation. »

L’organisation de la ferme de Pierrick Horel le prouve : elle tente de résoudre les nouvelles équations agricoles. Le changement climatique l’a poussé à composer. Ses animaux passent huit mois de l’année en Saône-et-Loire, au pré, car l’herbe est plus abondante que dans les Hautes-Alpes, où il s’est initialement installé. Mais elles y retournent l’hiver. Les bâtiments y sont plus modernes, plus adaptés à un travail confortable et au bien-être animal.

La capacité à changer de cap, elle est aussi pour lui. Il tient un discours que l’on entend encore peu dans le monde agricole : il sait déjà qu’il n’y passera pas toute sa vie. « A 50 ans, j’aurai 30 ans d’agriculture derrière moi. Je m’organise déjà pour céder ma ferme tôt. Je veux explorer autre chose, le monde, l’océan. »

@emma\_ducros ✕



SIPA PRESS

« Il y a des solutions pour que l’on puisse bien vivre notre travail, sans se sacrifier ni s’isoler », explique **Pierrick Horel**.

## Les chefs de file syndicaux se voient ce lundi soir pour décider des actions communes à mener Assurance-chômage : l’intersyndicale s’organise

### Tous ensemble

L’exécutif a envoyé mardi dernier aux partenaires sociaux **le décret qui durcira les règles de l’assurance-chômage à partir de décembre**. Lundi soir, au siège de la CGT à Montreuil, les chefs de file des huit syndicats (les cinq représentatifs ainsi que l’Unsa, Solidaires et FSU) se réunissent.

Sarah Spitz

L’INTERSYNDICALE fait-elle son grand retour ? Réponse ce lundi. Un an après les mobilisations massives contre la réforme des retraites, les chefs de file des huit organisations syndicales se retrouvent dans la soirée au siège de la CGT, à Montreuil. Un rendez-vous pour déterminer quelle action syndicale mener sur le dossier de l’assurance-chômage, dans un contexte explosif.

« La réunion est prévue de longue date, tempore-t-on à la CGT. Hasard de calendrier, elle tombe à ce moment-là. » Un moment tout sauf anodin, au lendemain des élections européennes. Il précède aussi l’examen de la proposition de loi du groupe Liot (Libertés, indépendances, outre-mer et territoires) dans l’Hémicycle ce jeudi 13 juin. Le texte vise ni plus ni moins qu’à détricoter la réforme de l’exécutif et à remodeler la gouvernance de l’assurance-chômage.

« Nous aurons l’occasion d’échanger sur les européennes et l’assurance-chômage », se contente d’indiquer Marylise Léon, secrétaire générale de la CFDT. « Peut-être aussi sur les JO et les négociations en cours », ajoute Cyril Chabanier, président de la CFTC. La dernière fois que les numéros un syndicaux se sont réunis, c’était chez lui. Le rituel organisé tous les deux mois s’est installé l’an dernier, lors de la réforme des retraites. Depuis, malgré ces rencontres régulières, le bloc s’est rarement exprimé d’une seule voix. Sans grande cause nationale commune et en proie à des rivalités internes en pleine campagne pour les élections professionnelles, il s’est essoufflé. Les expressions communes récentes se sont limitées au soutien à l’Ukraine ou aux revendications en faveur des droits des femmes.

**Volcan.** La réforme de l’assurance-chômage réveillera-t-elle le volcan intersyndical ? Le décret gouvernemental prévoit, entre autres dispositions, de réduire de trois à douze mois la durée d’indemnisation d’un chômeur selon son âge. Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, fustige un « acharnement contre les chômeurs ». Sur RMC, son homologue de la CFDT a été assez claire : « cette réforme, elle me met en colère. Elle me met vraiment en colère. »

Les centrales n’ont pas attendu la réunion de lundi pour poser des premières pierres. Le 21 mai, avant même que Gabriel Attal n’officialise les mesures de sa réforme, elles ont convoqué la presse à l’Assemblée nationale pour afficher leur soutien au groupe Liot. Le texte a depuis réussi à se faufiler à travers les mailles de l’examen en commission, il doit maintenant survivre aux navettes parlementaires. Si les syndicalistes proclament qu’il « inquiète » l’exécutif, des membres du gouvernement voient le texte noyé au Sénat.

Alors, une nouvelle action a été montée. Mardi 11 juin, les numéros un syndicaux donnent rendez-vous cette fois au Conseil économique, social et environnemental (Cese). A leurs côtés, plusieurs économistes opposés à la réforme, comme Bruno Coquet ou Michaël Zemmour. Ce n’est pas un hasard. Les études sur l’impact de la précédente réforme de l’assurance-chômage du gouvernement sur l’emploi, qui jouait sur les mêmes leviers que la nouvelle, sont difficiles à interpréter. Les syndicats en font le cœur de leur argumentaire. Plusieurs syndicats vont aussi contester le décret du gouvernement auprès du Conseil d’Etat.

L’action intersyndicale coche plusieurs cases : législative, juridique, médiatique. Reste un autre levier, très puissant à un mois des Jeux olympiques à Paris : les manifestations. Encore faut-il vouloir prendre ce risque pour l’image en tant que syndicat, et pouvoir faire descendre dans la rue une opinion partagée sur la réforme.

@sarah\_spritz ✕



# En Normandie, le chef d’Etat a défendu sa vision de la démocratie en espérant que les Américains s’en souviendront en novembre

## Le D-Day, dernière chance pour Biden de briller avant l’élection

### Campagne

**Joe Biden et Emmanuel Macron ont mis en avant l’amitié de leurs deux pays.** Ils ont également échangé sur plusieurs dossiers internationaux et bilatéraux, notamment la guerre en Ukraine et le conflit à Gaza, avant d’achever leur rencontre par un dîner d’Etat à l’Elysée.

Lola Ovarlez

EN ARRIVANT EN FRANCE mercredi dernier, Joe Biden avait pour mission de rendre hommage aux soldats américains morts et célébrer les derniers vétérans, qui, pour la plupart centenaires, ont voyagé comme lui jusqu’en Normandie pour le 80<sup>e</sup> anniversaire du Débarquement. Cette commémoration est aussi la dernière occasion pour le président américain de se réunir avec ses partenaires occidentaux et plaider la défense de l’Ukraine avant l’élection présidentielle. Il y a 80 ans, l’Occident s’est uni pour libérer l’Europe – il doit aujourd’hui le rester pour défendre une nouvelle fois le Vieux continent, menacé par la guerre de Moscou.

Ainsi a-t-il profité de sa visite en France pour présenter ses excuses à son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky concernant le retard de l’aide américaine, lui promettant le soutien de son pays avec la livraison d’un paquet d’aides militaires d’une valeur de 225 millions de dollars. Il a également effectué sa première visite d’Etat en France samedi, aux côtés d’Emmanuel Macron. Les deux hommes ne voient pas toujours tout du même oeil, notamment au sujet de l’envoi de troupes et instructeurs occidentaux en Ukraine, mais ont réitéré ensemble leur « soutien constant à la défense par l’Ukraine de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. » Après la France, Joe Biden devrait participer au sommet du G7 le 13 juin en Italie et au sommet de l’Otan à Washington en juillet.

Parce que la fin de son mandat approche, ce 80<sup>e</sup> anniversaire du D-Day avait une symbolique toute particulière pour Joe Biden. Il s’agissait également de sa dernière opportunité, avant le scrutin de novembre, de promouvoir sa vision du monde et du rôle des Etats-Unis. « Sur le long terme, ses prises de parole pourraient marquer un pivot dans l’histoire du monde », note l’historienne de la présidence américaine, Lindsay Chervinsky. En cas de victoire de l’Ukraine, Joe Biden sera probablement comparé à d’autres grands présidents américains qui ont oeuvré pour la paix et dans la démocratie dans le monde, continue-t-elle. Mais si la Russie gagne, il ne sera plus que le symbole de « l’incapacité des Etats-Unis à être à la hauteur de sa rhétorique. »

**Réélection.** Avant de marquer l’histoire en cas d’échec de Moscou, Joe Biden doit d’abord faire face à l’éventualité de sa propre défaite lors de l’élection présidentielle de novembre. Ses deux discours, à Colleville jeudi et à la Pointe du Hoc le lendemain, étaient ainsi un appel à la protection de la démocratie américaine, alors que près de la moitié de la population s’apprête à voter pour Donald Trump, qui a promis d’être un « dictateur » le premier jour de son mandat. « La démocratie n’est jamais garantie. Chaque génération doit la préserver, la défendre et se battre pour elle », a affirmé Joe Biden jeudi. Le président américain a voulu convaincre les Américains des profondes différences entre les deux candidats à l’élection présidentielle.

Ainsi a-t-il ravivé le souvenir du président républicain Ronald Reagan qui, il y a 40 ans, déclarait, dos à la Manche : « L’isolationnisme n’a jamais été et ne sera jamais une réponse acceptable à des gouvernements tyranniques ayant des visées expansionnistes. » Biden n’avait que 42 ans à l’époque – et peu d’amour pour son président. Mais il a voulu démontrer qu’il est bien plus proche de l’idéologie de Reagan que Donald Trump ne l’a jamais été. Tandis que le milliardaire prévoit de « réévaluer fondamentalement l’objectif et la mission de l’Otan » et dénonce

« le mensonge selon lequel la Russie représente notre plus grande menace », Joe Biden s’interroge : « [Les Rangers] se sont opposés à l’agression d’Hitler. Quelqu’un doute-t-il qu’ils voudraient que l’Amérique s’oppose à l’agression de Poutine ici en Europe aujourd’hui ? »

Le discours de la Pointe du Hoc de Joe Biden ne fera pas autant consensus que celui de Ronald Reagan, en raison de la montée de l’isolationnisme aux Etats-Unis. Mais « ses propos ont le potentiel d’atteindre les Républicains reaganistes et les électeurs de Nikki Haley, qui ont à coeur la politique étrangère, remarque Lindsay Chervinsky. Le président présente un argumentaire pro-démocratique et pro-Otan sur l’importance de défendre l’Ukraine et nos alliés européens, ce qui plaira à ces électeurs. » Tel est le pari que le président a décidé de relever, espérant que sa vision de la politique étrangère, soit un levier.

Mais tandis que le D-Day lui a permis d’échapper aux retombées de la guerre à Gaza, de retour à Washington, il devra confronter ce dossier complexe – et d’autres électeurs, à gauche, qui, eux, considèrent le soutien de Joe Biden à Israël comme une trahison de leurs valeurs démocratiques.

@lolaovarlez

## Les partisans de la sortie de l’UE pourraient boudier les conservateurs lors du prochain vote en Grande-Bretagne

## Pour qui les Brexiters vont-ils voter aux élections législatives ?

### Amertume

**C’est sur les terres des Brexiters que le Labour concentre ses efforts dans la campagne,** sans aborder le sujet du Brexit, devenu une véritable boîte de Pandore en Grande-Bretagne.

Chloé Goudenhoofft (à Londres)

SUJET CENTRAL des dernières élections générales en 2019, le Brexit a quasiment disparu de la campagne outre-Manche cette année. Ce ne sont pourtant pas les études qui manquent pour souligner l’impact négatif de la sortie de l’Europe sur le pays. Rincée par la hausse du coût de la vie, la population continue de digérer les nombreux changements sans se plaindre.

Pour autant, un sondage Yougov de fin avril indique que 72% des interrogés estiment que le gouvernement ne gère pas bien la sortie de l’Union européenne. Un résultat qui pourrait se traduire dans les urnes aux prochaines élections. Alors que 73% des Brexiters avaient voté pour Boris Johnson en 2019, le Parti conservateur n’attire plus que 31% de leurs intentions de vote selon un autre sondage du 6 juin.

« Ce n’est pas que les eurosceptiques ont changé d’avis sur la question, mais ils ne pensent pas que le gouvernement soit à la hauteur des enjeux », décrypte Sara Hobolt, politologue à la London School of Economics. Rishi Sunak en a tiré ses conclusions en abandonnant cet argument comme preuve de la capacité du parti à tenir ses promesses. Le Premier ministre se cantonne à rappeler son rôle dans la mise en place du chômage partiel lorsqu’il était ministre des Finances, pendant la pandémie de Covid.

Le Labour, de son côté, peine à capitaliser sur l’échec des conservateurs. Début juin, 22% seulement des Brexiters disaient vouloir voter pour Keir Starmer et son équipe, contre 16% en 2019. Alors que le sujet pourrait être un angle d’attaque contre le gouvernement, les travailleurs restent eux aussi éloignés du sujet, qu’ils

# Les Etats-Unis viennent d’annoncer une forte hausse des droits de douane. L’Union européenne devrait suivre

## Les exportations chinoises ont le vent en poupe

### Rebond

**Si les exportations ont enregistré une belle progression en mai, les importations n’ont augmenté que de 1,8% par rapport à l’année précédente, contre 8,4% en avril.** Dans le domaine de l’énergie, les importations ont nettement progressé. Celles de gaz naturel ont atteint environ 11,33 millions de tonnes (+ de 6,5% par rapport à mai 2023), selon les données de l’Administration générale des douanes.

Claude Leblanc

SUR LE TERRAIN DU COMMERCE EXTÉRIEUR, les mois se suivent et ne se ressemblent pas en Chine. Après un début d’année difficile et une reprise en avril, les exportations ont connu une envolée en mai avec une augmentation de 7,6% par rapport à l’année précédente pour atteindre 302,4 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis septembre 2023. En avril, la croissance des exportations n’avait été que de 1,5%.

Dans un contexte de renforcement des tensions commerciales, ce résultat est en grande partie dû aux ventes de produits chinois en Asie du Sud-Est. Celles-ci ont fait un bond de 22,5%

en mai, soit la progression la plus importante depuis mars 2023. Les exportations de voitures chinoises ont augmenté de 16,6% en mai, indiquant clairement que malgré les annonces faites aux Etats-Unis et celles attendues, la semaine prochaine, de l’Union européenne (UE), les principaux constructeurs, de BYD à Chery Automobile, poursuivront leurs ambitions mondiales.

Le pays, dont les fabricants cherchent à localiser des sites de production en dehors de Chine continentale, devrait vendre six millions de véhicules à l’étranger en 2024 – en intégrant les bus et les camions –, soit 22% de plus que les 4,91 millions exportés l’an passé, selon Sun Xiaohong, secrétaire général de l’unité automobile de la Chambre de commerce chinoise pour l’importation et l’exportation de machines et de produits électroniques.

**Haute technologie.** Les exportations de circuits intégrés sont également en hausse de 28,47% le mois dernier par rapport à l’année précédente, tandis que les expéditions de produits de haute technologie ont augmenté de 8,1%. Par ailleurs, la faiblesse de la demande intérieure a encouragé de nombreux producteurs chinois à chercher des débouchés à l’étranger, notamment dans des secteurs comme l’acier et les équipements de construction, sinistrés avec la crise du secteur immobilier chinois. Les exportations d’acier ont enregistré leur deuxième plus haut total mensuel depuis 2016 avec 9,6 millions de tonnes vendues le mois dernier même si, en termes de valeur, elles sont en recul.

Cette année, la hausse de la demande étrangère stimule le secteur des exportations chinoises et donne à Pékin l’espoir de pouvoir amortir le manque de dynamisme intérieur et d’atteindre son objectif de croissance annuelle de 5%. Les Nations unies ont révisé leurs prévisions pour la Chine en 2024 à 4,8%, tandis que le Fonds monétaire international les a également révisées pour les établir à 5%. En annonçant une réduction de leurs taux directeurs, la BCE et la Fed vont favoriser une reprise du commerce mondial qui profitera aussi en partie à l’empire du Milieu.

Toutefois, à moyen terme, il est possible que les récentes décisions américaines d’accroître leurs droits de douane sur certains produits, tout comme les mesures que l’UE devrait annoncer sur les véhicules électriques, aient un impact sur le commerce extérieur chinois. Une récente étude publiée par le Kiel Institute for the World Economy, un institut de recherche allemand, a montré que des droits de douane de 20% sur les voitures électriques chinoises entraîneraient une baisse de 3,8 milliards de dollars de leurs importations en Europe, soit environ 25% de la valeur actuelle des échanges.

Pékin a qualifié de « protectionnisme commercial » les mesures attendues. La semaine dernière, la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning, l’a jugé « déraisonnable et non conforme » et a promis que la Chine prendrait des contre-mesures pour sauvegarder ses intérêts. Jusqu’à présent, elle a menacé de s’en prendre à la viande de porc, aux produits laitiers, aux grosses cylindrées et aux avions venus d’Europe. Après avoir visé les alcools distillés européens, le ministère du Commerce chinois a aussi annoncé, en mai, une enquête antidumping sur les importations de résine acétal, un produit chimique d’ingénierie couramment utilisé dans l’industrie manufacturière, en provenance de pays et de régions comprenant l’UE.

Alors que les exportations constituent aujourd’hui un élément relativement solide pour permettre au pays d’atteindre son objectif de croissance, le gouvernement chinois n’entend pas rester sans réaction face aux diverses décisions prises par les Occidentaux et d’autres pays à l’égard de ses produits. Parallèlement, il cherche à trouver des solutions pour relancer la demande intérieure. Diverses mesures, comme l’émission d’obligations d’Etat, à son plus haut niveau depuis sept mois en mai, pourraient favoriser à terme une reprise de l’activité dans la construction et dans d’autres secteurs.

@japonline

**l’Opinion** BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - [www.lopinion.fr](http://www.lopinion.fr) - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Raphaël Legendre et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Wattinne. **SERVICE ABONNEMENTS L’OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : [abonnements@lopinion.fr](mailto:abonnements@lopinion.fr). Formule d’abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées gérées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier



7H-9H

**EUROPE 1 MATIN**

Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l’Opinion à 8h50 pour sa chronique *Voyage en absurdie*



Quand toute la classe politique propose du feu et du vide, la seule manière de remonter réellement dans l’opinion est de proposer du froid et du fond, estime **Eric Le Boucher**

# « Le retour du régime de l’impuissance et de la confusion »

IL FAUT SE GARDER DE TIRER des conclusions hâtives d’un scrutin défouloir dans un pays désorienté au sein d’une époque liquide. L’idolâtrie de spectacle, qui semble un motif important pour toute une partie de l’électorat sans racine politique, peut disparaître aussi vite qu’elle est apparue. Les électeurs sont tellement contradictoires eux-mêmes – par exemple voter pour des partis qui veulent saborder la construction européenne alors que le sentiment proeuropéen s’est généralisé et consolidé – que ce qui a valu hier ne vaudra sans doute plus demain. Toute analyse à l’issue des élections européennes du 9 juin devra d’abord montrer un peu d’humilité.

La cause en est le grand émiettement des votes. Le constat est européen. Il est surprenant de voir que le bipartisme survit très bien dans les deux pays qui vont bientôt voter, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, mais que sur le Continent, la dispersion est la règle, avec pour corollaire « la coalition » devenue la forme obligée du pouvoir. Cette structure était hier valable, car solidifiée par l’esprit de compromis, par le sérieux, par l’expérience. Elle est devenue tout à l’inverse fragile par construction dans le contexte volatile des émotions et dans l’embrasement des peurs face à l’ampleur dramatique des défis à affronter. Ce pouvoir coalisé devenu faible se voit partout en Allemagne, en Italie, en Espagne où Madrid doit céder à Barcelone. Le pouvoir européen issu des élections, Commission et Parlement, va hélas naître sur un tel socle friable.

**Dispersion.** Mais nulle part autant qu’en France cette inconsistance et cette dispersion des voix est désastreuse. Le pays à l’ADN étatique et centralisé a disposé du régime stable de la V<sup>e</sup> République établi il y a soixante-six ans. Il a connu des coalitions (à droite puis à gauche) qui ont provoqué des heurts, ainsi que des cohabitations qui ont fait glisser le pouvoir de l’Elysée à Matignon, mais les pouvoirs publics ont pu toujours « bénéficier de la stabilité et des moyens d’agir », selon la volonté du général de Gaulle, fondateur de cette Constitution. L’échec législatif du président Macron, réélu en 2022, a été une rupture. La France a rebasculé dans un régime d’Assemblée c’est-à-dire de pouvoir faible. Les gouvernements ont pu avancer cahin-caha quelques mesures en trouvant des alliés de circonstance, mais ils ont été amenés à différer les réformes difficiles, comme celle pourtant urgente de l’Etat.

Ce qui vient de se passer dans cette campagne européenne achève le retour de la France dans le régime « d’impuissance et de confusion » que dénonçait Charles de Gaulle. La mortelle modification de la durée du mandat présidentiel à cinq ans et la décision de mener les élections législatives de façon conjointe

**« Dès lundi, l’agitation verbale va triompher dans la classe politique et médiatique pour amener le président de la République, d’une façon ou d’une autre, au bûcher »**

viennent rencontrer aujourd’hui, comme on rapproche les deux corps d’un explosif, l’affaiblissement des partis, la prédominance de la haine du Président, la disparition des programmes réfléchis et la volatilité des opinions. Les réformes de la Constitution avaient été conduites soi-disant pour recoller l’opinion et la politique : c’est fait, elles se sont vidées ensemble.

Dès lundi, l’agitation verbale va triompher dans la classe politique et médiatique pour amener le président de la République, d’une façon ou d’une autre, au bûcher. Les partisans ont refait du pouvoir « leur chose », dirait de Gaulle. Nous revoilà dans « le régime de l’impuissance et de la confusion ». Le pays va souffrir.

Comment peut-il souffrir le moins possible ? Comment éviter ce climat de permanente insurrection qui plaît tant aux réseaux sociaux, aux chaînes en continu et dont ne profitent que les populistes ? Comment conduire, malgré tout, une politique publique sérieuse, utile et qui, pour citer à nouveau le Général, « répond à ce que souhaite le peuple français réellement » ?

La première nécessité est d’abaisser la température quand l’esprit du temps et les adver-

saires poussent au feu. Je pense à ce sujet à Elisabeth II qui était au plus bas dans l’opinion publique après la mort de Diana. On lui reprochait son insensibilité, son éloignement, son

**« Il faut concentrer l’ambition sur ce qui changera vraiment le pays et, du coup, laissera une trace : l’emploi et l’éducation »**

archaïsme et son dédain pour « la princesse du peuple ». La royauté était sous les critiques.

Qu’a fait la reine ? Rien, ou plutôt elle a fait la reine. Elle a consenti à sortir de Buckingham pour déposer un bouquet parmi les dizaines de milliers devant les grilles de son palais puis elle est retournée à ses affaires, ne cédant à l’attente de « proximité », de « modernité », que très parcimonieusement. Sa popularité est remontée

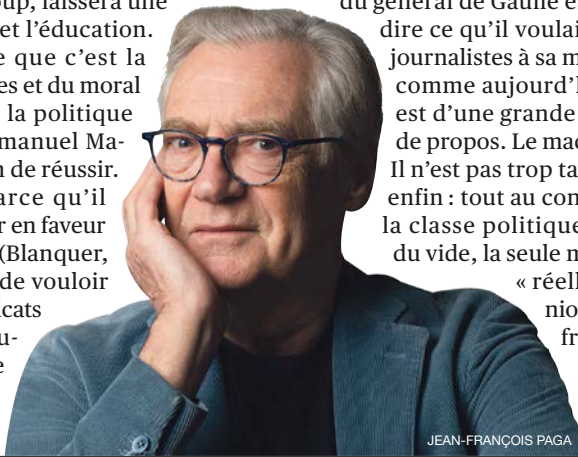
progressivement quand les Britanniques ont compris que la royauté devait être « au-dessus », à l’inverse de ce que voulaient les tabloïds. A la fin de sa vie, comme l’a justement noté le *Financial Times*, « la Queen, modèle de poisson froid, est devenue l’idole du peuple émotif ». La leçon devrait aujourd’hui être méditée à l’Elysée.

La deuxième nécessité est de concentrer l’ambition sur ce qui changera « réellement » le pays et, du coup, laissera une trace : l’emploi et l’éducation. L’emploi parce que c’est la mère des batailles et du moral du pays, et que la politique de l’offre d’Emmanuel Macron est en train de réussir. L’éducation parce qu’il doit enfin choisir en faveur de « l’autorité » (Blanquer, Attal) et cesser de vouloir séduire les syndicats (Ndiaye, Belloubet). La réforme de l’Etat, pour-

tant si nécessaire, a besoin d’une puissance politique qu’il n’a plus.

La troisième est de faire tout ce qu’il peut pour éviter la débandade du camp des raisonnables. S’il ne peut pas, parce que, « lame duck », il ne peut pas se représenter, qu’il fasse ce qu’il aurait dû faire depuis le début : structurer intellectuellement son parti. Ce qui frappe en écoutant les conférences de presse du général de Gaulle est d’abord que pour dire ce qu’il voulait dire, il mettait les journalistes à sa main, et non l’inverse comme aujourd’hui, et surtout qu’il est d’une grande clarté d’objectifs et de propos. Le macronisme c’est quoi ? Il n’est pas trop tard pour nous le dire enfin : tout au contraire. Quand toute la classe politique propose du feu et du vide, la seule manière de remonter « réellement » dans l’opinion est de proposer du froid et du fond.

**Eric Le Boucher**  
@EricLeBoucher



JEAN-FRANÇOIS PAGA



# ON PEUT FAIRE BASSE CONSOMMATION ET HAUT NIVEAU DE CONFORT À TOUS LES ÉTAGES





La rénovation énergétique est le chantier du XXI<sup>e</sup> siècle. En Europe, 85 % des bâtiments existants doivent ainsi être modernisés<sup>(1)</sup>. Chez Saint-Gobain, la rénovation énergétique est au cœur de notre savoir-faire. Chaque jour, nous imaginons des solutions innovantes<sup>(2)</sup> pour les professionnels et les particuliers avec des matériaux plus légers et à faible impact carbone, des isolants à haut rendement énergétique, des vitrages de haute technologie pour réduire l’empreinte environnementale des immeubles collectifs et des maisons individuelles et améliorer le bien-être et la santé des habitants. Concevoir des solutions pour des bâtiments plus confortables, plus économes en énergie et en ressources, c’est le défi que nous nous engageons à relever pour une construction toujours plus durable.

**SAINT-GOBAIN.COM**

(1) Commission Européenne 2020 : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/HTML/?uri=CELEX:52020DC0662>.  
(2) Retrouvez toutes les informations concernant notre engagement pour une construction responsable : <https://www.saint-gobain.com/sites/saint-gobain.com/files/media/document/2021-06/net%20zero%20carbon%20roadmap.pdf>.

RCS : Nanterre B 542 039 632, groupe Saint-Gobain, société anonyme, siège social : Tour Saint-Gobain - 12, place de l'Iris, 92096 La Défense Cedex - France. Capital social : 2 025 752 048 €.



# Le drame de Vladimir Poutine : la Russie manque de Russes

Vladimir Poutine s'est dépeint en chevalier de la stabilité mondiale, dirigeant une nation puissante qui serait une alternative économique, militaire et culturelle au monde occidental.

Mais il y a un hic : la population russe décline depuis des années et la guerre en Ukraine n'a rien arrangé.

Au moins 150 000 Russes ont perdu la vie sur le champ de bataille, selon des estimations occidentales, et près d'un million ont quitté le pays depuis le début du conflit. Le nombre de naissances est tombé à son plus bas niveau depuis plus de vingt ans, la chute de la natalité étant encore plus brutale dans les régions proches du champ de bataille.

Pour le président russe, il s'agit donc d'une priorité nationale. Il a déclaré que 2024 serait « l'année de la famille » et annoncé des aides financières aux couples qui ont au moins trois enfants. Il s'est également engagé à débloquer jusqu'à 157 milliards de dollars sur les six prochaines années pour soutenir les familles et les enfants. Pour M. Poutine, la société russe doit évoluer et les familles nombreuses ne doivent plus faire exception.

« La maternité, c'est une vocation magnifique pour une femme », affirmait-il en mars, lors de son discours pour la journée internationale des droits des femmes. Pour le président, la famille est « la chose la plus importante pour une femme, quel que soit la carrière qu'elle choisit ou le poste qu'elle atteint ».

La dernière fois que la population russe a augmenté, c'est quand le pays a annexé la Crimée, en 2014. La fédération avait alors gagné quelque 2,4 millions d'habitants. Moscou n'intègre pas la population des territoires annexés depuis le début



SIPA PRESS

La démographie russe décline depuis des années et la guerre en Ukraine n'a rien arrangé.

de la guerre dans son dernier décompte.

« Le programme démographique russe qui a le mieux fonctionné, c'est l'annexion des régions voisines, pas la relance du taux de natalité », persifle Nicholas Eberstadt, économiste au American Enterprise Institute de Washington, où il étudie la démographie russe.

Selon lui, conjugué à la fuite

des talents, le déclin de la population, et notamment de la population en âge de travailler, met la Russie dans une posture délicate. « Cette perte de ressources humaines va obérer l'avenir économique de la Russie », prévient-il.

« Le problème démographique est en effet très préoccupant, a concédé Dmitry Peskov, le porte-parole du Kremlin, dans un e-mail. Les mesures de

relance de la natalité sont une priorité pour le gouvernement et pour le président. L'essentiel des objectifs de développement du pays y œuvrent d'une manière ou d'une autre. »

Selon lui, les principales raisons de la faiblesse du taux de natalité sont la chute des naissances pendant la Deuxième Guerre mondiale et après la chute de l'Union soviétique. Par

le passé, Moscou a pourtant parfois réussi à convaincre sa population de faire plus d'enfants.

## Baisse inexorable

Avant la chute de l'Union soviétique et l'indépendance d'un certain nombre de pays, en 1991, le Kremlin régnait sur la troisième population mondiale. Mais, dans les années de troubles

économiques et sociaux qui ont suivi la fin de l'URSS, de plus en plus de Russes sont morts de maladies cardiovasculaires, de suicides, d'accidents de la route et d'autres problèmes liés à l'alcoolisme, et les femmes ont eu moins d'enfants.

En 2003, l'espérance de vie en Russie avait reculé à 65 ans,

*Lire RUSSIE en page II*

## Comment Apple s'est laissé distancer dans la course à l'intelligence artificielle

Ceux qui, chez Apple, ont pu assister aux présentations internes d'une nouvelle version de Siri au début des années 2020 ont pu se rendre compte des incroyables capacités offertes par un assistant vocal doté d'une puissante intelligence artificielle.

Le célèbre assistant, l'un des derniers projets sur lesquels Steve Jobs, cofondateur d'Apple, a travaillé avant sa mort, avait, en effet, subi une refonte totale. Capable de tourner sur un iPhone sans connexion internet, le nouveau Siri impressionnait par sa

rapidité, son aisance conversationnelle et la précision avec laquelle il comprenait les instructions de l'utilisateur. Connue sous le nom de code « Project Blackbird », le projet prévoyait également un Siri doté de fonctionnalités créées par des développeurs d'applications tierces, d'après des sources proches du dossier.

Pourtant, un projet concurrent l'a emporté lors d'un concours interne organisé à l'occasion du dixième anniversaire du lancement de Siri. Baptisée Siri X, cette mise à jour plus modeste consistait à transférer une plus grande partie du logiciel Siri existant sur les iPhones à partir de serveurs à distance, afin d'améliorer la rapidité et la confidentialité de l'assistant vocal. Cette version améliorée de Siri X a été dévoilée en 2021.

La semaine prochaine, l'entreprise va profiter de sa Worldwide Developers Conference annuelle pour faire son entrée dans la course à l'armement en matière

d'IA qui, selon nombre d'observateurs, déterminera l'avenir du secteur technologique. Le fabricant de l'iPhone tente de rattraper Microsoft, Google (filiale d'Alphabet) et d'autres concurrents qui ont commencé à intégrer l'IA générative dans leurs produits de base.

La prudence et le secret qui caractérisent Apple, ainsi que le soin qu'il apporte à la mise à jour de ses appareils – dans lesquels matériel et logiciel sont étroitement intégrés – ont freiné ses premières initiatives en matière d'IA, expliquent les sources précitées. La firme à la pomme se trouve désormais dans une position inhabituelle : elle doit prendre des risques.

L'entreprise s'apprête à annoncer une série de mises à jour de ses logiciels – y compris Siri – basées sur l'IA générative, indiquent des sources au fait de ses projets. Parmi les nouvelles fonctionnalités figurent l'aide à la rédaction de

*Lire APPLE en page II*

## Semi-conducteurs : ASML coince entre la Chine et les Etats-Unis

Christophe Fouquet, 51 ans, vient de prendre les rênes d'une entreprise peu connue, mais qui fabrique certaines des machines les plus sophistiquées au monde. Elle se trouve aussi au beau milieu de la guerre des puces entre les Etats-Unis et la Chine.

Sa mission ? Préserver un équilibre de plus en plus précaire entre, d'une part, l'Occident, qui exige qu'ASML Holding ne vende plus son matériel de pointe à la Chine et, d'autre part, le marché chinois, l'un de ses principaux débouchés, qu'il entend continuer à fournir en machines moins perfectionnées.

On dit de Christophe Fouquet que c'est un excellent technicien, qu'il évite la politique et qu'il tient à rester discret. Tous ces qualificatifs pourraient très bien décrire ce qu'a été ASML des années durant. Mais aujourd'hui, l'entreprise néerlandaise ne peut plus ignorer

la réalité géopolitique.

En effet, pendant des années, elle n'a pas eu à se soucier de restrictions politiques sur le lieu de livraison de ses machines, « et c'est brutalement devenu l'une des questions les plus importantes sur toute la planète », comme l'a déclaré M. Fouquet dans un entretien.

La société fabrique des machines extrêmement complexes utilisant la lumière pour graver de minuscules circuits sur du silicium. Elle joue donc un rôle essentiel dans la production des puces électroniques aujourd'hui omniprésentes, des smartphones aux satellites en passant par les voitures ou encore les dispositifs médicaux. Elle a le monopole de certaines des machines primordiales pour la fabrication des puces les plus sophistiquées ins-

*Lire ASML en page II*



CREDIT PHOTO

Apple tente de rattraper Microsoft, Google et d'autres concurrents qui ont commencé à intégrer l'IA générative dans leurs produits de base.



## APPLE

Suite de la page 1

messages, la retouche de photos et le résumé de textes.

Si Apple ne semble pas près de rattraper de sitôt les principaux innovateurs en matière d'IA, l'entreprise se prépare à dévoiler des fonctionnalités d'IA aux capacités impressionnantes, tout en préservant au maximum la vie privée de ses utilisateurs – une préoccupation majeure pour exploiter tout le potentiel des assistants d'IA. La firme a

## Apple s'enorgueillit depuis longtemps de lancer de nouveaux produits totalement maîtrisés, chose quasi impossible avec les modèles d'IA émergents

la pomme pourrait également dévoiler un ou plusieurs partenariats avec des grands développeurs d'IA, après avoir mené des discussions avec OpenAI, Google et Cohere, toujours selon les mêmes sources.

Apple s'enorgueillit depuis longtemps de lancer de nouveaux produits totalement maîtrisés, chose quasi impossible avec les modèles d'IA émergents. Les systèmes d'OpenAI, qui ont ébloui plus de 180 millions d'utilisateurs avec leur génération de textes, d'images et de vidéos, sont aussi sujets à des erreurs occa-

sionnelles – souvent appelées hallucinations. Apple fait preuve d'une tolérance limitée à l'égard de ce type de problèmes.

« Il n'existe pas de perfection en matière d'IA. C'est la réalité incontournable, affirme Pedro Domingos, professeur émérite d'informatique et d'ingénierie à l'université de Washington. Or ce n'est pas l'approche qu'Apple : il ne sort pas quelque chose tant que ce n'est pas parfait. »

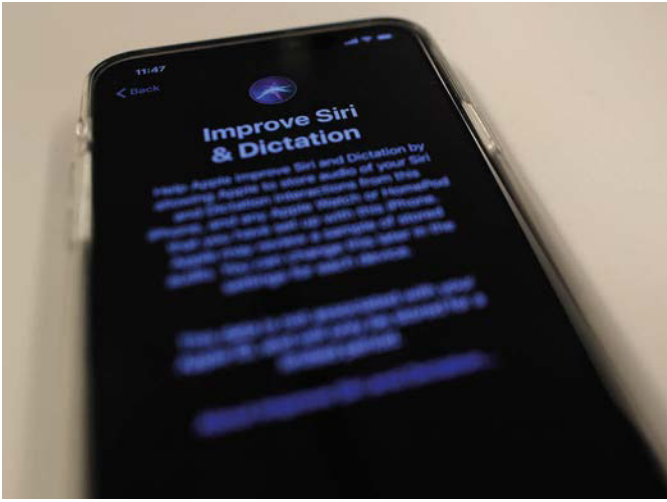
### Intégration de l'IA

Apple a réfléchi à la possibilité de permettre aux utilisateurs de choisir un système d'IA tiers qui pourrait se substituer à Siri ou l'aider à fonctionner, explique l'une des sources. Il est difficile de savoir de quelle manière l'assistant vocal pourrait être alimenté, renforcé ou remplacé par des logiciels d'IA tiers, ni de déterminer si Apple va avancer dans une de ces directions.

Bloomberg a précédemment évoqué un partenariat avec OpenAI, et The Information a signalé des initiatives visant à refondre Siri.

Google, Microsoft et Samsung ont commencé à intégrer rapidement l'IA générative dans leurs appareils et à leurs services. Mais, même si Apple s'est fait distancer dans le basculement généralisé opéré dans l'industrie technologique, de nombreux investisseurs et experts en IA estiment que l'entreprise va trouver un moyen de mettre l'intelligence artificielle générative à disposition du grand public.

« Apple peut faire à peu près tout ce qui lui chante, résume Vineet Khosla, ancien responsable de l'ingénierie au sein de l'équipe Siri et actuellement directeur de la technologie au Washington Post. L'entreprise est orientée vers le consommateur, l'objectif de son IA est d'être à la fois opérationnelle et respectueuse de la vie privée. »



SIPA PRESS

## Lorsque Siri a été dévoilé en 2011, Apple était devant ses rivaux en cherchant à se doter du premier assistant d'intelligence artificielle.

Au fil des ans, Apple a amélioré Siri et intégré de petites fonctionnalités d'IA dans tous ses produits. Dans son récent casque Vision Pro, l'IA est ainsi largement utilisée pour repérer la position des yeux et des mains.

Lorsque Siri a été dévoilé en 2011, Apple était devant ses concurrents en cherchant à se doter du premier assistant d'intelligence artificielle. Steve Jobs, à l'origine de l'acquisition de Siri en 2010, a encouragé l'équipe à conserver la causticité et le sens de l'humour de l'assistant. Le lancement précocement démontrait la volonté de l'entreprise de prendre des risques.

« Siri a été la dernière chose sur laquelle Apple a été le premier à se lancer », rappelle Dag Kittlaus, cofondateur de la start-up Siri rachetée par Apple, qui a quitté l'entreprise peu de temps après la sortie du produit.

### Tensions avec les anciens de Google

Alors qu'Apple luttait pour continuer à faire progresser Siri, la société a embauché l'un des prin-

cipaux ingénieurs de Google pour diriger sa stratégie en matière d'IA : John Giannandrea. En 2018, il est devenu vice-président senior, relevant directement du directeur général Tim Cook.

Lors des premières réunions d'équipe, M. Giannandrea a clairement indiqué qu'améliorer Siri était l'un de ses principaux objectifs. Il a également été chargé de regrouper une grande partie des projets, jusqu'alors dispersés, d'Apple en matière d'IA. M. Giannandrea a commencé à constituer son équipe dédiée à cette technologie en recrutant des employés de Google et en rachetant des start-up. Mais son équipe a eu du mal à s'intégrer à l'écosystème interne d'Apple, selon des personnes bien informées sur leur travail.

Le nouveau groupe chargé de l'IA a fonctionné comme certaines divisions de Google, où les délais sont définis de manière plus floue. Chez Apple, les équipes doivent, elles, respecter des échéances serrées afin que les produits soient prêts pour les événements de lancement, chaque automne.

Les tentatives de collaborer avec d'autres services d'Apple, qui développaient les produits, ont parfois échoué en raison d'absence d'accord sur le calendrier, ajoutent les mêmes sources.

Au lieu de travailler avec l'équipe dédiée, d'autres départements d'Apple, en charge de créer des produits logiciels, ont maintenu leurs propres services spécialisés dans l'IA. Le pôle logiciel dirigé par le vice-président senior Craig Federighi a, par exemple, continué à investir et à développer l'IA pour la reconnaissance d'images et de vidéos, expliquent d'anciens employés d'Apple.

Un autre facteur, le manque d'accès aux ressources informatiques, a handicapé l'équipe de M. Giannandrea, soulignent d'anciens cadres et ingénieurs. Par rapport à ses rivaux, Apple a sécurisé ces dernières années moins d'unités de traitement graphique, des puces essentielles pour l'entraînement des modèles d'IA, précisent des sources au fait du fonctionnement interne d'Apple.

Une grande partie de l'équipe chargée de l'IA a dû s'appuyer sur des services cloud externes – de nombreux anciens employés du géant de Mountain View faisant partie de l'équipe de M. Giannandrea privilégiant celui de Google – pour entraîner leurs modèles d'IA, ajoutent ces mêmes sources.

### L'effet ChatGPT

Lorsque ChatGPT a été lancé fin 2022, tout a changé. M. Federighi, le responsable logiciels, s'est converti à cette technologie pendant les vacances de Noël après avoir commencé à manipuler Copilot, un outil de codage d'IA développé par GitHub (propriété de Microsoft), qui s'appuie sur la technologie d'OpenAI, selon des personnes ayant connaissance de cet épisode.

A partir de ce moment, tous les employés du département d'ingénierie logicielle de M. Federighi ont été chargés de trouver de nouvelles façons d'intégrer l'IA générative dans les produits et ont été dotés de ressources pour mener à bien ces projets, expliquent d'anciens cadres et ingénieurs. Lors de réunions internes, M. Federighi a déclaré en être venu à apprécier l'IA générative et a indiqué qu'elle serait intégrée à tous les aspects des logiciels Apple.

Apple a alors redoublé d'efforts pour créer sa propre IA générative en interne. En février, l'entreprise a abandonné son projet, datant de plusieurs années, de construire une voiture électrique. Des employés ont été réaffectés aux projets d'IA générative.

Certaines des nouvelles fonctionnalités et mises à jour qu'Apple devrait annoncer cette année seront basées sur les modèles d'IA générative développés en interne, mais il envisage également de nouer des partenariats avec des entreprises extérieures pour une IA plus pointue. MM. Giannandrea et Federighi ont rencontré Sam Altman, directeur général d'OpenAI, précisent des personnes au fait des discussions. News Corp, propriétaire du *Wall Street Journal*, a conclu un partenariat de licence de contenu avec OpenAI.

Face à la nouvelle urgence que représente l'IA, M. Kittlaus, cofondateur de Siri, affirme que cette année pourrait être importante pour l'assistant vocal, car Apple prévoit d'intégrer des fonctionnalités d'IA dans ses iPhone. « Siri est resté figé pendant des années, mais je suis persuadé que nous allons assister à sa renaissance », promet-il.

Aaron Tilley

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Grégoire Arnould)

Edited from the original

## ASML

Suite de la page 1

tallées dans les systèmes d'intelligence artificielle.

Cette expertise a incité les Etats-Unis à faire pression pour qu'elle limite ses exportations vers la Chine, dont la puissance économique et le soutien affiché à la Russie inquiètent.

Les Pays-Bas ont d'ores et déjà imposé des restrictions sur la vente des machines les plus avancées, notamment celles qui utilisent le rayonnement ultraviolet extrême, ou UVE. De leur côté, les Etats-Unis interdisent à ASML de vendre certaines machines, qui contiennent des composants américains, à certaines usines chinoises de semi-conducteurs, et ont récemment demandé au gouvernement néerlandais d'ajouter des barrières à la maintenance de plusieurs outils d'ASML en Chine.



SIPA PRESS

## Christophe Fouquet a récemment pris la tête du néerlandais ASML.

« ASML se retrouve exactement là où elle ne voudrait pas être, à savoir au beau milieu de la course à la technologie entre l'Orient et l'Occident », commente Chris Miller, professeur à l'Université Tufts et auteur d'un ouvrage sur la guerre mondiale des semi-conducteurs.

### « Ce n'est pas facile de tout bien saisir »

M. Fouquet, physicien de formation et fin connaisseur de l'industrie des semi-conducteurs, a déclaré qu'en réponse aux préoccupations du monde politique, ASML entendait informer les dirigeants sur les technologies utilisées par l'entreprise et les conséquences possibles des restrictions.

Certaines décisions ont été influencées, en partie du moins, par la crainte et l'incompréhension, explique-t-il, tout en reconnaissant que pour les dirigeants

politiques, « ce n'est pas facile de tout bien saisir ».

« Notre rôle n'est pas de faire de la politique, ce n'est pas de dire ce qui est bien ou pas », ajoute-t-il.

Il a également indiqué que des restrictions pourraient avoir des conséquences intempestives. Par exemple, interdire à ASML d'entretenir certaines machines en Chine n'empêcherait pas ces machines de produire des puces, mais la société ne connaîtrait plus l'emplacement de son outillage, ni l'usage qui en est fait.

Et de conclure : « Si on n'est pas sur place, on perd le contrôle »,

Chez ASML, M. Fouquet s'est montré favorable à une collaboration internationale dans le domaine de la technologie, dénonçant l'inefficacité des chaînes logistiques fragmentées, selon ses collègues. Depuis son arrivée, il est plus à l'aise avec les questions techniques qu'avec les subtilités de la politique.

ASML s'inquiète également des nouveaux freins aux exportations vers la Chine. En effet, c'est là qu'ont été réalisées 49% de ses ventes de systèmes au premier trimestre, la demande de machines moins perfectionnées restant forte en dépit d'un ralentissement cyclique global.

Les restrictions pourraient aussi inciter la Chine à développer ses propres technologies de pointe, observe-t-il : « plus on interdit, plus on pousse les gens à prendre les choses en main ».

Ces propos ont trouvé un écho l'année dernière, quand Huawei Technologies a lancé son nouveau smartphone Mate 60 Pro, qui fait appel à des puces produites localement – soit exactement ce que les restrictions américaines

visaient à empêcher la Chine de faire. Dans la classe politique américaine, cet événement a suscité un certain malaise concernant l'efficacité des barrières à l'exportation, même si Gina Raimondo, la secrétaire au Commerce, a déclaré en avril que les puces de Huawei étaient largement dépassées par la concurrence américaine.

Il est possible de fabriquer des semi-conducteurs avancés, tels que ceux utilisés par Huawei, sans les machines de pointe d'ASML, mais c'est un processus plus coûteux et difficile à réaliser à grande échelle.

### Et maintenant ?

Une autre difficulté pour M. Fouquet sera de maintenir la position dominante d'ASML.

« Ils ont les outils les plus avancés du monde, mais on va forcément se demander quelle sera la prochaine étape », commente Simon Coles, analyste chez Barclays.

Les dernières machines d'ASML sont des systèmes UVE à haute ouverture numérique (le terme désigne la capacité à capter et à focaliser la lumière). Intel a été la première société à acheter l'un de ces systèmes, pour un coût dépassant les 350 millions d'euros.

ASML a déclaré que sa prochaine innovation technologique pourrait être une machine capable de graver des circuits encore plus petits sur les puces, mais pour M. Fouquet, la clientèle ne devrait pas avoir besoin de tels outils avant plusieurs années.

Entre-temps, ASML devrait profiter de la hausse de la demande de puces plus petites et plus puissantes, ainsi que d'investissements américains et européens destinés

à découpler la fabrication locale de semi-conducteurs.

### Dirigeant et chef d'orchestre

Arrivé en 2008, M. Fouquet a pris en avril dernier la suite de Peter Wennink et Martin van den Brink, respectivement directeur général et directeur technique, qui ont su piloter l'entreprise au cours de sa croissance exponentielle.

Les discussions sur son nouveau poste ont duré deux ans.

Ses raisons pour accepter ? Il estime que son bagage technique et ses liens avec les clients pourront permettre à l'entreprise

## « ASML se retrouve exactement là où il ne voudrait pas être, à savoir au beau milieu de la course à la technologie entre l'Orient et l'Occident »

de continuer à avancer. Mais il a tout de même consulté sa femme avant de donner sa réponse : si elle n'avait pas été d'accord, « ma vie aurait été un enfer », sourit-il.

Passionné d'opéra – Wagner et Verdi font partie de ses compositeurs préférés –, M. Fouquet compare son métier à celui d'un chef d'orchestre : il est entouré de

musiciens chevronnés, qui ont tous une partition importante à jouer.

Martin van den Brink se rappelle avoir fait passer un entretien à M. Fouquet en 2007. Ce dernier souhaitait rejoindre ASML parce qu'il cherchait un bon environnement pour élever ses enfants, et parce qu'il souhaitait apprendre.

M. Fouquet est père de six enfants, le plus jeune étant âgé de sept mois. Récemment, à une personne qui lui demandait ce qui l'empêchait de dormir la nuit, il a répondu : « c'est simple, je dois donner le biberon à ma fille ».

La culture d'entreprise chez ASML incite aussi bien les salariés que les partenaires à se dépasser. M. Fouquet ne fait pas exception à la règle, selon Frank Rohmund, président de la division optique chez Zeiss Semiconductor Manufacturing Technology. ASML possède 29,4% de l'entreprise allemande, dont les technologies se sont révélées essentielles à la mise au point de ses machines les plus avancées.

M. Fouquet est très proche de Zeiss – il a ainsi participé à l'Oktoberfest et à d'autres événements en compagnie du personnel de l'entreprise – mais il ne recule pas devant les discussions difficiles, précise Frank Rohmund.

« On discute beaucoup, y compris sur des sujets difficiles. Mais quand le débat est clos, quand la réunion est terminée, la relation est toujours très positive. C'est là une grande force de Christophe. »

Kim Mackraeal, Asa Fitch et Yang Jie

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Timothée Gaven)

Edited from the original



## RUSSIE

Suite de la page 1

contre 69 en 1990, loin derrière celle de bon nombre de pays occidentaux à l'époque. La stabilisation de l'économie, les mesures de restriction de vente d'alcool et les campagnes de lutte contre le tabagisme lui ont permis de remonter à environ 70 ans en 2022, un âge qui reste toujours moins élevé que dans la plupart des pays développés,

### La Russie n'attire pas particulièrement les migrants, dont l'arrivée pourrait compenser le manque de naissances et le vieillissement de la population

selon des données des Nations Unies. A titre de comparaison, l'espérance de vie aux Etats-Unis est de 78 ans, et de 79 ans en Estonie, une ex-république soviétique.

La Russie a également fait partie des pays les plus touchés par la pandémie de Covid-19 : entre avril 2020 et mars 2022, 1,12 million de personnes sont décédées de la Covid et de ses conséquences, selon Alexey Raksha, démographe indépendant limogé de son poste de fonctionnaire en 2020, après qu'il a révélé que les statistiques officielles sous-évaluaient la réalité.

Les Etats-Unis ont déploré un nombre de morts comparables, mais comptent deux fois plus d'habitants que la Russie.

Les Russes sont aujourd'hui environ 146 millions, selon les chiffres officiels, ce qui place le pays au neuvième rang mondial, entre le Bangladesh et le Mexique, selon des données onusiennes. Ils restent tout de même plus nombreux que les Ukrainiens, qui étaient environ 44 millions avant la guerre et qui souffrent des mêmes problèmes démographiques.

Contrairement à beaucoup de pays occidentaux, la Russie n'attire pas particulièrement les migrants, dont l'arrivée pourrait compenser le manque de

naissances et le vieillissement de la population, soulignent les démographes. Comme celle du Japon et de plusieurs autres pays, la population russe devrait continuer de baisser jusqu'à la fin du siècle.

Selon Re:Russia, un groupe de recherche qui base ses calculs sur les données migratoires fournies par plusieurs pays, quelque 920 000 Russes ont quitté leur pays entre l'invasion de l'Ukraine et juillet 2023.

Certains sont revenus, mais une grande partie de ceux qui se sont installés pour de bon à l'étranger sont des gens diplômés, en informatique notamment. Les statistiques officielles, elles, font état de 668 000 émigrations en 2022, un record depuis 1992, et 450 000 départs environ en 2023.

Les conséquences sont visibles dans les usines, qui manquent de bras pour alimenter l'armée. De fait, M. Poutine a réorienté l'essentiel de l'économie vers la production de tanks, de missiles et d'obus, et s'est plaint l'an passé du fait que le manque d'ouvriers spécialisés entravait la production.

D'après l'institut Gaidar, un institut russe de politique économique, 47% des entreprises à vocation industrielle n'avaient pas assez de main-d'œuvre en janvier ; ce pourcentage n'avait plus été aussi élevé depuis 1996. D'après l'académie russe des sciences, il manque 4,8 millions d'ouvriers au pays et, selon la banque centrale, ces pénuries sont particulièrement criantes dans l'industrie, les transports, la logistique et le BTP.

#### Morts de désespoir

Les démographes ont également peur que la guerre fasse à nouveau augmenter ce qu'on appelle parfois les « morts de désespoir », comme celles qui sont liées à la consommation d'alcool.

La Russie souffre depuis longtemps de problèmes d'alcoolisme et de toxicomanie. Lors d'une émission télévisée en 2022, M. Poutine avait dit à la mère d'un soldat tué en Ukraine que son fils était mort de façon bien plus honorable que si c'est l'alcoolisme qui l'avait emporté.

« Parfois, il y a des gens, on ne sait pas s'ils sont vivants ou pas, et on ne sait pas vraiment de quoi ils meurent... Peut-être de vodka ou d'autre chose », avait-il lancé. Son fils, en revanche, avait « atteint son objectif », l'avait-il félicité.



SIPA PRESS

En Russie, le nombre de naissances est tombé à son plus bas niveau depuis plus de vingt ans.

L'avenir de la démographie russe dépend en grande partie de la durée et de l'ampleur de la guerre.

Les investissements colossaux dans la production d'armes ont créé des emplois et fait grimper les salaires, mais la démarque pourrait miner la croissance future et, prévient Tatiana Mikhailova, enseignante invitée à l'université de Pennsylvanie, « toute baisse du niveau de vie pèse sur la natalité ».

Environ 1,26 million d'enfants sont nés en Russie en 2023, un chiffre qui n'avait plus été aussi bas depuis deux décennies, selon les statistiques officielles. Pour M. Raksha, qui étudie les données nationales et régionales, le nombre d'enfants par femme est resté globalement stable depuis 2022.

Les crises passées ont aussi des répercussions sur le présent, rappelle-t-il. En raison de la baisse démographique qui a suivi la chute de l'Union soviétique, il y a aujourd'hui moins de femmes en âge de procréer en Russie, et leur nombre devrait chuter de 40% en 2030 par rapport à 2010, selon lui.

Une variable continue toutefois d'augmenter : le nombre de familles qui ont un quatrième

enfant ; la Russie fait partie des championnes des pays développés en la matière, souligne-t-il. Les hommes qui ont quatre enfants ou plus ne sont pas mobilisables, mais ce chiffre avait commencé d'augmenter avant la guerre.

#### « Aucune stabilité »

La situation économique est une variable dont Maria, avocate de 34 ans et mère d'un petit garçon de six ans, a tenu compte. « Je voulais vraiment avoir un deuxième enfant », raconte cette habitante de Novossibirsk, mais les prix augmentent et les salaires stagnent. Les examens médicaux nécessaires avant une grossesse coûtent autour de 80 000 roubles, soit un peu moins de 900 dollars, a-t-elle calculé.

« Il n'y a aucune stabilité, aucune confiance en l'avenir, donc même si j'ai très envie d'être à nouveau mère, il n'y a rien pour planifier calmement l'arrivée d'un enfant », soupire-t-elle.

Le nombre de naissances continue d'ailleurs de reculer cette année : -3,5% entre janvier et mars par rapport à la même période l'an passé. Dans la région de Belgorod, frontalière de l'Ukraine et touchée par des

bombardements, il a même chuté de 10,2%, selon Rosstat.

D'autres zones qui touchent l'Ukraine, notamment la Crimée, affichent elles aussi des baisses plus fortes que la moyenne nationale. Dans la région de Briansk, où des incursions et des attaques de drones ukrainiennes contre des installations pétrolières ont eu lieu, la chute atteint 8,2%.

Dans certaines provinces, le taux de natalité recule plus vite qu'avant en raison de la mobilisation de centaines de milliers de jeunes hommes en septembre 2022, indique Igor Efremov, un démographe installé en Russie.

D'après des données recueillies par FilterLabs.AI, une entreprise américaine qui analyse les sites des médias, des sites web locaux, des forums et des applications de messagerie de plusieurs pays, les Russes ne voient plus le fait d'avoir des enfants de la même manière.

« Au fil de l'année 2023, nous avons constaté que les gens parlaient de façon plus positive de reporter le fait de fonder une famille », souligne Jonathan Teubner, son directeur général.

Dans plusieurs régions, notamment en Crimée occupée, les cliniques privées ont cessé de pratiquer des avortements. Une demande des autorités. La Douma envisage d'ailleurs d'interdire l'intervention dans toutes les cliniques privées du pays. Pour M. Poutine, l'avortement est « un problème majeur ». Mais « les droits et les libertés des femmes doivent aussi être respectés », a-t-il déclaré en décembre, sous-entendant qu'une interdiction serait contre-productive.

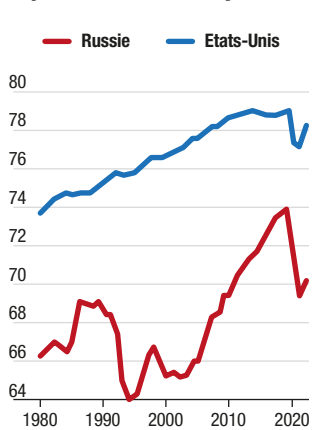
#### « Hiver démographique »

L'an passé, la sénatrice Margarita Pavlova avait déclaré qu'il faudrait encourager les jeunes femmes à avoir des enfants plutôt qu'à aller à l'université. « Toutes les autorités en sont conscientes : nous risquons d'entrer dans un hiver démographique », avait-elle prévenu.

Salavat Abylkalikov connaît bien la situation. Pour ce démographe de 37 ans, tous les problèmes que connaissait déjà la Russie (baisse de la natalité, immigration limitée, recul de l'espérance de vie) seront exacerbés par la guerre.

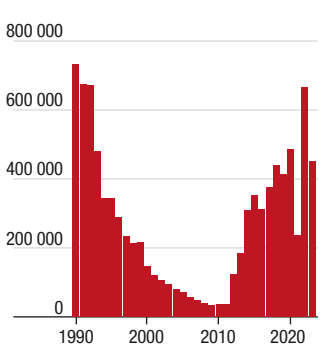
Il le voit d'ailleurs au quotidien : sa femme de 33 ans est

#### Espérance de vie moyenne



Source : Nations unies

#### Nombre d'émigrants de Russie



Source : Rosstat

tombée enceinte mi-février 2022, peu avant le début de la guerre. A l'époque, le couple se disait que, malgré l'instabilité, « les choses semblaient s'améliorer ».

Mais il a décidé de quitter la Russie après la naissance de leur fille. Dans les écoles et les médias d'Etat, la propagande « s'est mise à réviser le contenu des programmes scolaires pour alimenter l'agitation militariste », soupire-t-il. Avec leur petite Diana, un an et demi, ils se sont installés l'an passé au Royaume-Uni.

Ils envisagent d'avoir un deuxième enfant, « mais uniquement à condition d'avoir pleinement confiance en notre avenir », confie-t-il. « Malheureusement, je suis pessimiste quant aux perspectives de la Russie à cet égard dans les dix prochaines années. »

**Betsy McKay**  
**et Georgi Kantchev**

Kate Vtorygina  
et Warren P. Strobel  
ont contribué à cet article  
(Traduit à partir de la  
version originale en anglais  
par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Entre avril 2020 et mars 2022, 1,12 million de Russes sont décédés de la Covid-19 et de ses conséquences.



POUR INVESTIR DANS CE  
QUI COMPTE LE PLUS : DEMAIN.

CRÉER DES PONTS VERS DES MODÈLES RESPONSABLES. INVESTISSEMENT DURABLE, PHILANTHROPIE, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE, BANQUE DE GESTION PRIVÉE DEPUIS 1881, DONNE DU SENS À VOTRE ARGENT.

**BANQUE TRANSATLANTIQUE**  
UN PONT VERS DE NOUVEAUX HORIZONS